l'éditorial d'Arlette Laguiller en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

DI DE LE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire – paraît le vendredi – n° 1613 – 11 juin 1999 – prix : 9F

· Assez des cadeaux au patronat · L'État doit embaucher dans les services publics Réquisition des entreprises qui licencient JIGS GI voight LO-LCR:



SOMMAIRE

La campagne LO-LCR

- 4 L'enthousiasme des meetings
- 5 Après cinq mois de campagne commune
 - Les interventions officielles d'Arlette Laguiller et Alain Krivine

Leur société

- **6** Vivendi étend son emprise sur les médias
- 7 Quand les profits décollent comme des fusées
- À Tours, Seillière et le maire PS: une convivialité touchante
- L'affaire Giraud: ces gens-là
- 11 Aubry, les 35h et le SMIC Référendum à la SNCF

Tribune

6 – Demain la paix des cimetières? Les peuples n'ont rien gagné

Dans le monde

- 8/9 Ex-Yougoslavie: entre guerre ouverte et paix armée
 - Les maîtres des «purificateurs ethniques»
 - Le cynisme des grandes puissances
- 10 Belgique: l'affaire des
 - poulets contaminés Restructuration
- chez Sabca 16 – Afrique du Sud: après la victoire de l'ANC

Dans les entreprises

- **12** Mines de Potasse d'Alsace; Snecma (Corbeil); LU (Evry)
- 13 RATP: après la mort d'un agent
- 14 ELM-Leblanc; Renault (Flins); Crédit Agricole (Paris)
- 15 Le ras-le-bol des postiers à Marseille

Lire

15 – La Guerre Sociale : un journal «contre»

EUROPE-HOLLANDE:

Dans ses derniers débats télévisés, la tête de liste du PS, François Hollande, n'a cessé de mettre en avant ce qu'il appelle l'«Europe sociale», c'est-à-dire celle que lui et ses collègues socialistes, sociaux-démocrates ou travaillistes, au pouvoir dans presque tous les pays d'Europe, seraient en mesure de mettre en œuvre au profit du monde du travail, à condition toutefois... de rester aux postes de commande en Europe.

Ce verbiage est bien sûr dérisoire. Après tout, il suffit de juger ces promesses à l'aune de la politique de Jospin et de ses compères européens. Il n'y en a pas un pour racheter les autres. Tous sont engagés depuis longtemps dans la même politique visant à prendre aux pauvres de quoi favoriser les appétits de profits du capital.

Mais qu'importe pour les

dirigeants du PS. Ils espéraient allemand Gerhard Shröder, qui bien «vendre» leur idée à l'électorat. C'était même le but principal de la grande messe organisée par le PS à Bercy le 27 mai, pour laquelle Jospin avait mobilisé ses collègues européens pour soutenir la campagne de Hollande au nom, justement, de cette «Europe sociale».

Or voilà que le Premier ministre anglais, Tony Blair, vient de signer une déclaration commune avec son homologue

vient tout simplement «casser la baraque» à François Hollande.

Dans cette déclaration intitulée «La voie à suivre pour les sociaux-démocrates européens», il n'est en effet question que de flexibilité du travail, de restrictions des dépenses publiques, de noningérence de l'Etat dans les affaires des entreprises et de refonte des régimes d'aide sociale pour en finir avec la

« dépendance » des plus pauvres. Bref leur Europe à eux n'a du coup vraiment plus rien de «social» et ils s'en vantent.

Sans doute Blair et Shröder ont-ils eux aussi leurs raisons électorales, symétriques de celles de Jospin en quelque sorte, et il s'agit pour eux de rassurer un électorat isolationniste, travaillé par l'épouvantail d'une «Europe sociale» agité par leurs rivaux des partis de

Mais le fait est que, quoique en dise Hollande, le manifeste Blair-Shröder est de toute facon bien plus conforme à la politique de la gauche plurielle que ne l'est son mirage d'une «Europe sociale» inventée pour les besoins d'une campagne électorale.

POLITIQUE DE RENONCEMENT DU PS QUI ALIMENTE L'EXTREME DROITE

François Hollande, interpellé par Arlette Laguiller dans l'émission Mots croisés sur France 2, sur le fait que le gouvernement de la gauche plurielle laissait faire les licenciements et continuait à subventionner les patrons, le premier secrétaire du PS a bafouillé en guise de réponse : «Ce populisme-là, on sait où ça conduit.» Il voulait dire mais sous une forme allusive, car le dire de façon explicite, cela ne serait pas passé – que la dénonciation de la soumission du gouvernement de gauche devant les patrons renforcerait l'extrême droite.

C'est quelque peu osé. Car si l'extrême droite a pu proliférer dans ce pays, c'est justement parce que le chômage n'a cessé de croître et de se maintenir dans des proportions catastrophiques. Et c'est bien

parce que les gouvernements successifs, de droite bien sûr, mais aussi de gauche, n'ont rien fait pour agir contre. A cela s'ajoute que nombre de femmes et d'hommes dans les milieux populaires ont été déçus, écœurés par les reniements de la gauche, par les promesses non tenues et par les scandales qui n'épargnent pas le Parti Socialiste de M. Hollande. C'est cela qui conduit au renforcement de l'extrême droite, et pas le fait que l'on dénonce la veulerie politique de la gauche devant les puissances d'argent.

M. Hollande n'aime pas quand on l'interpelle, sur sa gauche, sur son bilan politique. C'est pourtant ce que peuvent faire les électeurs le 13 juin, pour relayer les propos d'Arlette Laguiller, en votant pour la liste LO-LCR.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste Internationaliste qui édite Lutte Ouvrière, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la sociét divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoisme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conser vatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en ex-URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capita-lisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa poli ce, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son ori gine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule facon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1" janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 15 800 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 0148142165. Commission paritaire des publications nº 64 995.

SOUTENEZ
LUTE
LUTE
OUVRIÈRE | Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été
déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité
à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE LUTTE LUTTE **OUVRIÈRE DE CLASSE** 1 an | 6 mois (1 an soit 10 nº) France DOM-TOM DOM-TOM, voie aérienne 200 F 140 F Europe (soit zone postale1) 420 F 210 F 100 F Autres pays, voie ordinaire Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2) 450 F 230 F 140 F (comme voie aérienne) - Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon. Asie du Sud-Est (soit zone 3) 520 F 270 F 140 F 540 F Océanie (soit zone 4). 280 F 140 F Autres pays, voie aérienne Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2) 250 F 480 F 140 F - Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3) 280 F 170 F 660 F Océanie (soit zone 4) 340 F 210 F Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BUL	LETIN D'ABONNEMENT
NOM	
	NOM:
	ESSE:
COD	E POSTAL et VILLE :

СОМ	PLÉMENT D'ADRESSE :

Je m	'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE
	E DE CLASSE, pour une durée de
(raye	r la mention inutile).
Ci-ioi	nt la somme de :
	ement:
– par	chèque bancaire ou postal à l'ordre d
	HEL RODINSON,
	virement postal à MICHEL RODINSOI
UU	⁹ 6 851 10 R – PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

ON NOUS DEMANDE NOTRE AVIS: DONNONS-LE!

Interrogé sur le nombre de suffrages qui, lors du scrutin européen de dimanche prochain, pourraient se porter sur la liste présentée en commun par Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire, François Hollande, la tête de liste du Parti Socialiste, a répondu que ce serait des voix perdues, car il ne fallait voter que pour des gens capables d'occuper des responsabilités gouvernementales. Seulement, quelle politique mènent donc les dirigeants socialistes, si fiers d'être au gouvernement? Pour l'essentiel, la même que celle des gouvernements de droite qui les ont précédés, celui de Balladur et celui de Juppé.

Le gouvernement Jospin a poursuivi la politique de ses prédécesseurs, de cadeaux au patronat, de diminution des charges sociales et de dégrèvements fiscaux, sans que cela crée un emploi de plus. Il n'a pris aucune mesure pour empêcher les licenciements massifs et les suppressions d'emplois, y compris dans les entreprises qui font des bénéfices, et qui suppriment tout de même des emplois. Avec la loi Aubry, il a donné au patronat le moyen d'imposer plus de « flexibilité » aux travailleurs, aux dépens de leur vie personnelle et familiale, ce qui, loin de se traduire par des embauches, ne peut amener que de nouvelles suppressions d'emplois.

Ce gouvernement a plus privatisé d'entreprises publiques en deux ans que Balladur et

Juppé réunis, ce qui ne peut là aussi qu'amener de nouvelles suppressions d'emplois. Il s'en prend aux retraites. Alors, pourquoi faudrait-il que les travailleurs aillent voter pour la liste d'un parti qui ne défend que les intérêts des industriels et des banquiers?

Robert Hue lui aussi affirme qu'il ne faut pas voter pour la liste présentée par Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire, parce qu'il ne s'agirait d'après lui que d'un vote « contestataire », inefficace. Il dit qu'il faut voter pour la liste du Parti Communiste Français, parce que ce serait le meilleur moyen de tirer à gauche la politique du gouvernement.

Mais quand, depuis deux ans, avons-nous vu les ministres, les députés du Parti Communiste tirer à gauche la politique de ce gouvernement? Ils ont, sur toutes les grandes décisions, soutenu comme un seul homme la politique de Jospin. Le seul travail ministériel que les dirigeants du Parti Communiste osent mettre en avant, c'est celui de leur ministre des Sports, Marie-Georges Buffet, contre le dopage. Comme si c'était là le problème essentiel pour les trois chômeurs de millions qu'avouent les statistiques officielles, pour les millions de travailleurs qui survivent avec des salaires bien inférieurs au SMIC, pour tous ceux qui connaissent des conditions de travail, des cadences et des horaires de plus en plus démen-

En réalité, le seul geste positif que les travailleurs peuvent faire lors des élections européennes du 13 juin, c'est de montrer leur opposition résolue à la politique menée par le gouvernement Jospin, en votant pour la liste présentée par Lutte Ouvrière et Communiste Ligue Révolutionnaire. C'est la seule manière de peser sur la politique du gouvernement, de la « tirer à gauche », car s'ils sont nombreux à le faire, cela montrera à Jospin et aux autres dirigeants du Parti Socialiste, tout comme aux hommes de la droite, et au patronat, que le mécontentement de la classe ouvrière grandit, que sa colère monte, et qu'ils feraient bien de changer de politique s'ils ne veulent pas connaître une explosion sociale.

Parmi toutes les listes en présence, il n'y en a qu'une dans ces élections qui affirme que, pour lutter contre le chômage, il faut prendre l'argent là où il est, sur les bénéfices accumulés depuis des années sur le dos des travailleurs par toutes les grandes entreprises capitalistes. C'est la liste LO-LCR, que je conduis avec Alain Krivine. Et c'est la liste pour laquelle doivent voter tous ceux qui veulent condamner cette politique, qui fait que les riches sont de plus en plus riches, et les pauvres de plus en plus nombreux.

Après la campagne électorale –

RÉUNION PUBLIQUE avec ARLETTE LAGUILLER et ALAIN KRIVINE

au Palais des Sports (Porte de Versailles) Vendredi 18 juin à 20 h 30

Campagne LO-LCR

Avant l'échéance du 13 juin, les derniers meetings de la campagne de la liste LO-LCR se sont tenus dans l'enthousiasme et devant une foule nombreuse.

À Nantes le 2 juin

Mercredi 2 juin, plus de 800 personnes ont assisté au meeting de Nantes. Quelques jours plus tôt, Cohn-Bendit et la ministre Voynet avaient rassemblé dans la même salle moins de 600 personnes.

Avant le meeting et la conférence de presse, Arlette et Alain sont allés rendre visite aux sanspapiers qui occupent depuis le mois de juillet une des salles de l'Union départementale CGT à la Bourse du travail toute proche. Un dirigeant de l'UD-CGT et les occupants africains, avec femmes et enfants, ont très chaleureusement accueilli nos deux camarades. Les télés FR3 et M6 et les quotidiens locaux ont rendu compte de cette visite.

Ensuite, dans une salle archicomble, les discours de nos deux camarades ont été largement applaudis par un public populaire, avec beaucoup de jeunes, ce que la presse a relevé. Les discussions dans la salle et en dehors se sont poursuivies longtemps après la fin de ce meeting, ressenti par tous comme un succès pour l'extrême gauche.

À Lyon le 3 juin

Plus de 800 personnes sont venues à l'Espace Tête d'Or de Lyon, le 3 juin, malgré la grève des transports en commun et malgré l'orage, pour écouter Arlette Laguiller et Alain Krivine.

Là encore beaucoup de jeunes étaient au rendez-vous. Mais il y avait aussi des habitués, des travailleurs qui approuvent notre programme d'urgence contre le chômage et se réjouissent qu'il rencontre un écho. Beaucoup sont repartis avec des autocollants reprenant nos revendications. Le meeting s'est prolongé tard, avec tous ceux qui sont restés discuter, et ceux qui avaient envie de venir dire quelques mots à Arlette et de lui faire signer son livre ou une brochure.

À Marseille le 5 juin

Le 5 juin à Marseille, plus de 600 personnes se sont retrouvées au "Château des fleurs". Alain Krivine puis Arlette Laguiller se sont adressés à une salle enthousiaste et chaleureuse. L'attention était soutenue, chacun étant désireux de comprendre les raisonnements des deux candidats. Un agent de La Poste a regretté que le problème de La Poste, en particulier la privatisation de France Télécom, n'ait pas été développé. Il est vrai qu'il y a tant à dire sur la dégradation des services publics et leur bradage, que tout ne pouvait pas y être explicité.

A la sortie, dans le jardin, autour des tables de presse, abritées du soleil par des tentes, les discussions étaient animées. De l'avis général c'était réussi. Chacun disait avoir bien ri aux dépens des riches et des gouvernants pendant le discours d'Alain Krivine. Ils se disaient remués, "pris aux tripes", par ce qu'avait dit Arlette Laguiller, voire que cela "donnait le frisson".

Plusieurs militantes du PC ont dit ne pas s'expliquer ce que veut le PC avec la liste Fraisse, ne plus se retrouver dans le PC actuel, et avoir l'impression d'être rejetées, qu'on y tenait pas compte de l'avis des militants. Elles avaient été heureuses de pouvoir chanter l'*Internationale*, de tout coeur avec toute la salle, et pensaient même voter cette fois-ci pour la liste LO-LCR, pour la première fois...

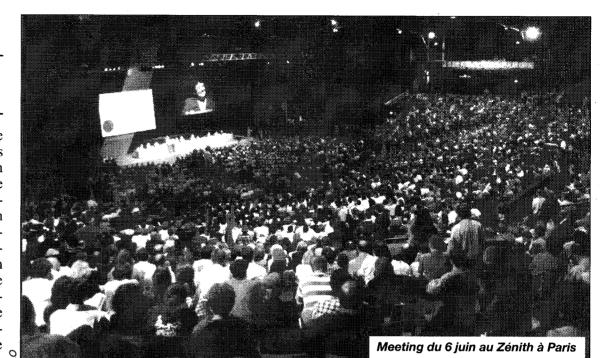
Et chacun est reparti, souvent en prenant des petits paquets de tracts et d'affiches pour participer aussi à la campagne.

Au Zénith à Paris le 6 juin

Dimanche 6 juin au Zénith à Paris, le grand meeting de la campagne de la liste LO-LCR fut un véritable succès. 5000 personnes sont venues écouter Arlette Laguiller et Alain

TV absente

A Marseille, si le public était là, il n'en était pas de même de la télévision. FR3, qui se situe juste de l'autre côté du boulevard par rapport à la salle, n'avait pas jugé équitable de se déplacer. Elle avait en effet déjà consacré une minute et quelques poussières au meeting d'Arlette Laguiller et d'Alain Krivine, à Toulon le 19 avril dernier. Leur temps d'antenne était donc largement rempli!



L'ENTHOUSIASME

DES MEETINGS

Krivine et manifester chaleureusement leur soutien.

Les discours des deux orateurs ont été ponctués d'applaudissements nourris, lorsqu'ils ont dénoncé la politique du patronat et du gouvernement et défendu les mesures radicales contre le chômage qu'exige la situation. A plusieurs reprises, des slogans ont fusé de l'assistance, tels que "Réquisition, réquisition!" pour les entreprises qui licencient, ou bien "L'argent public pour les services publics!".

Les tee-shirts et casquettes "Votez LO-LCR" avaient eu dès l'entrée un franc succès et contribuaient à mettre de la couleur dans le meeting, de même que les nombreux drapeaux rouges agités en signe d'approbation aux propos des orateurs.

L'enthousiasme était donc au rendez-vous, de même que la volonté de se faire entendre le plus fort possible le 13 juin. Après avoir chanté tous ensemble l'*Internationale*, le meeting s'est achevé et chacun est reparti avec l'envie de tout faire dans les derniers jours pour convaincre de voter pour la liste LO-LCR.

À Strasbourg le 7 juin

Près de 800 personnes se sont retrouvées au Palais des Congrès de Strasbourg pour participer au meeting. C'est le nombre de personnes le plus important réuni par l'extrême gauche dans la ville. Une partie importante du public, où l'on remarquait aussi la présence de nombreux jeunes, participait pour la première fois à une réunion politique. Les applaudissements étaient particulièrement nourris lorsque les orateurs ont parlé du chômage, de ses causes et de la politique qu'il faudrait mener pour y remédier.

Réunions publiques avec ARLETTE LAGUILLER et ALAIN KRIVINE

- . A TOULOUSE
 Jeudi 10 juin à 20H30
 Salle Jean Mermoz
 (piscine municipale)
 Allée Gabriel Biénès
- . À ROUEN
 Vendredi 11 juin à 20H30
 à la Halle aux Toiles

...et un meeting de bilan À PARIS Vendredi 18 juin 20H30

Palais des Sports Porte-de-Versailles

APRÈS CINQ MOIS DE CAMPAGNE COMMUNE

Cet article d'Arlette Laguiller est publié simultanément dans le numéro de Rouge qui paraît cette semaine.

Les camarades de la rédaction de Rouge ont bien voulu me poser quelques questions concernant l'écho de nos propositions sur la participation à nos meetings, la différence avec la campagne de la Présidentielle de 1995, l'apport de notre accord sur cette campagne et comment nous en envisageons le prolongement.

Il est évident que la seule chose qui comptera vraiment sera le résultat de dimanche soir. Mais il y a eu effectivement une assistance très nombreuse, et chaleureuse, à tous nos meetings communs, phénomène confirmé par le succès remarquable du meeting du Zénith à Paris. Le fait que LO et la LCR se présentent en commun et ce que nous défendons suscitent un vif intérêt dans une campagne qui, le moins qu'on puisse dire, ne passionne pas, par ailleurs, l'électorat populaire.

En 1995, l'élection présidentielle mobilisait plus, comme toutes les présidentielles.

L'objet même de ces élections européennes, élire un parlement sans pouvoir, n'a déjà rien de mobilisateur. De plus, les listes des principaux partis ont toutes le même programme européen, dont les nuances sont incompréhensibles pour le commun des mortels. La liste du Parti Socialiste est conduite par un inconnu, celle du Parti Communiste est une liste Arlequin, celle des Verts est conduite par un ex-gauchiste devenu néo-libéral. Elles n'ont rien pour susciter ni l'enthousiasme ni même la curiosité.

Alors, même s'il y a, globalement, en valeur absolue, moins de monde dans les meetings d'aujourd'hui qu'en 1995, compte tenu du contexte, nos meetings rencontrent un franc succès.

La LCR et LO, tout le monde l'a remarqué, se complètent. Si beaucoup de ceux qui nous critiquent, comme de ceux qui nous approuvent, parlent de duo Laguiller- Krivine, c'est justement dû à cette complémentarité.

Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire avons des sensibilités différentes dans bien des domaines, mais nous avons un large territoire commun. Un territoire social commun qui fait que bien des gens, travailleurs, ayant un emploi ou menacés du chômage, chômeurs, sans-logis ou mal-logés, jeunes, intellectuels, enseignants, élèves, parents d'élèves, comprennent que nous exprimons fondamentalement leurs propres sentiments et voient que les critiques que nous faisons de cette société et de ce gouvernement sont celles qu'ils font eux-mêmes. Oui, nous nous complétons!

Et c'est parce que nous nous complétons autour d'un large territoire commun que nous sommes un pôle d'attraction et apparaissons comme un pivot solide. Et les faits

ont démontré que seules nos deux

organisations pouvaient faire cela.

savons pas quels seront les prolongements de notre campagne, car il est trop tôt pour le dire, d'autant plus que l'importance de ces prolongements dépend des résultats, des renforts militants qu'ils pourraient nous amener et aussi de la situation sociale à venir, donc de nos possibilités d'interventions communes, ce qui est nécessaire,

nous amènent à investir une partie de nos militants dans des secteurs différents, à prendre des initiatives différentes mais, en fait, jamais opposées et, nous l'avons vu lors de cette campagne, c'est primor-

Si notre campagne correspond à la situation, c'est justement parce que nos deux organisations sont les deux organisations les plus proches politiquement et, à l'avenir, nous devrons rester, en plus, matériellement très proches l'une de l'autre. C'est-à-dire avoir des contacts étroits à tous les niveaux. De plus, la plate-forme qui nous a réunis dans la campagne doit réunir demain nos deux organisations dans leurs interventions.

Si le scrutin se révèle favorable, cela confirmera que nous aurons été un pôle au-delà de tous ceux pour qui nous l'étions séparément, un pôle vis-à-vis de toutes les sensibilités par lesquelles nous nous complétons et une force d'attraction, non seulement parce que nous nous sommes complétés sans perdre notre identité, mais aussi parce que nous étions fondamen-

C'est pourquoi, si nous ne c'est qu'il y ait un prolongement. Nos sensibilités différentes

> talement unis. Nos deux organisations devront donc continuer à agir en duo.

Nous pourrons et nous devrons aborder ensemble tous les problèmes qui se poseront et discuter ensemble de toutes les initiatives possibles, pour agir ensemble le plus souvent possible et n'agir séparément que lorsque nos forces militantes respectives sont trop engagées dans des activités diffé-

rentes pour pouvoir se retrouver sur un même terrain sans abandonner l'un ou l'autre nos tâches propres.

Le gouvernement «Gauche plurielle» Socialiste, Communiste et Vert

de réquisition sans indemnité les grandes entreprises qui fant des bénéfices énormes

et osent licencier quand même.

Pour obliger ce gouvernement

à changer de politique, votez pour l'extrême-gauche, la seule qui défend vraiment

les intérêts des travailleurs.

n'a pas voulu menacer

C'est le seul moyen pour faire en sorte qu'au fil du temps, et des situations, ce qui est commun prenne le pas sur ce qui ne l'est pas.

Un duo, cela se chante à deux voix, cela nous réussit et nous devrons continuer.

Arlette LAGUILLER



LES ÉMISSIONS DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Elles ont été fugaces, les apparitions d'Arlette Laguiller et d'Alain Krivine à la télévision dans le cadre de la campagne officielle des élections européennes. Les listes ne pouvant se prévaloir d'un groupe parlementaire ont eu pour s'exprimer deux émissions, de 56 secondes et 25 centièmes exactement chacune.

Nous publions ci-après l'intervention d'Arlette Laguiller le mardi 8 juin, et celle d'Alain Krivine le lundi 31 mai, pour la liste Lutte Ouvrière-Lique Communiste Révolutionnaire.

L'intervention d'Alain Krivine le 31 mai

J'ai 57 secondes pour vous dire que l'Europe de Maastricht ce sont 18 millions de chômeurs et 60 millions de pauvres.

En France 5 millions de chômeurs et 6 millions de personnes sont en dessous du seuil de pauvreté.

C'est pour faire la guerre au chômage et à la misère et se battre pour une Europe au service des travailleurs que nous nous présentons ensemble à ces élections avec Arlette Laguiller.

Jamais les profits des grandes entreprises n'ont été aussi hauts et jamais le chômage n'a été aussi élevé.

Pour s'y opposer il faut interdire les licenciements collectifs dans les entreprises qui font du profit et taxer notamment le capital spéculatif.

C'est pour cela que nous nous opposons à la droite et à l'extrême droite mais aussi à la politique du gouvernement de gauche plurielle qui sert essentiellement le patronat.

Vous le savez, Arlette et moi nous n'avons pas changé de convictions et. en votant pour notre liste le dimanche 13 juin, vous serez sûrs de ne pas être trompés le lundi.

L'intervention d'Arlette Laguiller le 8 juin

Travailleuses, travailleurs, et vous qui êtes au chômage,

Le gouvernement socialiste, communiste et Vert avait promis de faire mieux que la droite, et il a fait comme elle.

Il a laissé au grand patronat le pouvoir de ruiner, en fermant une usine, toute une ville, une région et des milliers de familles.

Il a privatisé encore plus que Balladur et Juppé réunis, d'où des licenciements en plus.

Pour diminuer les impôts des riches, il laisse les hôpitaux, l'Éducation nationale, les transports en commun dans une quasi-misère.

Il diminue les prestations de la Sécurité sociale et il s'attaque aux retraites.

Sa loi sur les 35 heures crée moins d'emplois qu'elle n'en supprime, par

la flexibilité des horaires de travail. Résultat, les riches sont encore plus riches et les pauvres encore plus nom-

Pour obliger ce gouvernement à changer de politique, votez pour l'ex-

Au nom des intérêts des travailleurs: Votez Arlette Laguiller - Alain Krivine.

trême gauche!

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit. en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE ——

DEMAIN LA PAIX DES CIMETIERES? LES PEUPLES N'ONT RIEN GAGNE

Après des mois de bombardements journaliers (depuis le jeudi 25 mars) sur la Serbie et le Kosovo, après avoir détruit les installations civiles, les ponts, les usines, les maisons de ces régions et tué ou blessé des milliers de gens, les puissances alliées, dont la France, crient victoire, car il se pourrait que Milosevic finisse par signer la paix. Mais parler à ce propos de victoire en dit long déjà sur les tonnes de mensonges dont ils ont bombardé la population ici pendant qu'ils bombardaient la Yougoslavie.

Ainsi signer avec Milosevic serait une victoire? Mais on nous disait qu'il fallait en finir avec le dictateur sanguinaire, un «nouvel Hitler», qu'il ne fallait pas refaire un « nouveau Munich »? Ainsi le Kosovo restera partie intégrante de la Serbie, que les dirigeants occidentaux ont recommencé à appeler la Yougoslavie. Et où est la victoire dans la défense des droits des Kosovars, justification officielle de cette intervention, si c'est pour les remettre sous la coupe des mêmes? Ainsi les frontières seraient toujours tenues par des soldats serbes. Probablement aussi les lieux saints des Orthodoxes, et peut-être même toute une zone contrôlée par des troupes russes dans laquelle il n'y aurait que des Serbes! Car la partition du Kosovo évoquée un temps par les alliés de l'OTAN et qu'ils prétendaient refuser n'est pas vraiment exclue.

Il paraît qu'on pourrait à nouveau sortir l'ONU de son silence mais pour mettre en place et cautionner quoi? Une purification ethnique de fait. C'est d'ailleurs refaire à peu de choses près ce que les dirigeants occidentaux ont fait avec la Bosnie dans le cadre des accords de Dayton!

La principale préoccupation des dirigeants occidentaux, comme des Russes d'ailleurs, est de désarmer les combattants kosovars, d'éviter que ceux-ci puissent contrôler la moindre zone. Au point d'organiser dans le détail chaque mouvement de retrait serbe pour qu'il soit suivi d'une avancée de troupes occidentales! Si tout cela est discuté dans le détail dans leur «plan de paix», par contre sur l'avenir politique des Kosovars, il n y a ni pianification, ni détail. Comment le Kosovo sera-t-il gouverné et par qui? Le peuple sera-t-il consulté sur son avenir politique?

Il n'est même plus question de la vague proposition de référendum pour une autonomie... dans trois ans, qui avait été évoquée dans le cadre des accords de Rambouillet pour obtenir la signature de l'UCK. Le pouvoir s'exercera dans le cadre des régions militaires qui seront mises en place par les puissances occidentales. Mais s'il s'agissait seulement de libérer les Kosovars des exactions d'un Milosevic, pourquoi alors ne pas les laisser décider de leur sort, une fois les troupes serbes parties? Ce peuple est-il d'accord pour que le Kosovo soit divisé en zones d'occupation militaire américaine, française, italienne, anglaise et russe?

Et comment va-t-on organiser le retour des 900 000 réfugiés, qui ont fui non seule-

ment les exactions des forces militaires et para-militaires serbes mais les effets et les conséquences des bombardements? Comment les dirigeants occidentaux vontils justifier leur volonté de canaliser ceux qui veulent rentrer, de ne les laisser passer qu'au compte-goutte? Comment vont vivre demain Serbes et Kosovars dans un pays bombardé, à l'économie ruinée?

Décidément tous les buts prétendus des alliés « de défense du droit des peuples » n'étaient que mensonges! Cette prétendue victoire n'a rien d'une victoire pour aucun des peuples des Balkans. Ni pour les Kosovars, qui après avoir payé le prix de la déportation n'ont réglé aucun de leurs problèmes et n'ont aucune garantie de vivre désormais en sécurité, même sur un champ de ruines, ni pour les Serbes qui sont toujours sous la coupe, non seulement de Milosevic mais de la même caste dirigeante. Car à supposer même que Milosevic puisse par la suite être remplacé par un autre politicien de ses semblables, il n'est pas question pour les alliés de l'OTAN de laisser la population serbe, dont la majorité n'a jamais cautionné tous ces massacres, diriger demain le pays.

C'est aussi toute la région qui restera sous la coupe de ces puissances occidentales, les mêmes qui avaient saigné l'économie yougoslave contrainte de payer des dettes à leurs banques, les mêmes qui avaient soutenu Milosevic parce qu'il était un ami des dirigeants américains, anglais et français. Et c'est encore les grosses sociétés de ces puissances occidentales qui vont tirer profit de la reconstruction, comme ils le font aujourd'hui à Beyrouth après la guerre civile libanaise. Les Bouygues par exemple qui trouveront probablement plus d'intérêt à reconstruire Belgrade pour un Milosevic fortuné que de reconstruire la ferme d'un paysan kosovar! Sans parler des vendeurs d'armes qui s'empresseront d'en proposer de nouvelles à Milosevic pour remplacer celles qu'il a perdues et qu'ils lui avaient livrées jusqu'en 1997! Mais ce n'est pas eux qui vont se préoccuper de savoir comment vivront ces peuples dans un pays bombardé, ruiné. Pas plus qu'ils ne se sont préoccupés du sort des réfugiés autrement que pour justifier leurs exactions.

Ce n'est une victoire que pour des puissances qui voulaient montrer leur capacité à tuer en tout lieu et à tout moment, aux quatre coins de la planète. Et qui recommenceront demain, qui sait où, contre la Corée du Nord, le Soudan ou le Congo? Leur message guerrier est destiné à tous les peuples de la planète qui auraient des velléités de se révolter contre cet ordre inique. Et, de ce point de vue, cette guerre n'est rien d'autre que la suite d'une longue série dans laquelle l'Irak n'est que la dernière en date, avec d'autres « victoires » comme le Panama pour l'impérialisme américain, les Malouines pour l'impérialisme anglais ou le Tchad pour l'impérialisme français.

R. P.

Leur société VIVENDI ETEND SON EMPRISE SUR LA PRESSE ET LES MEDIAS

Vivendi (ex-CGE, Compagnie Générale des Eaux) vient de s'offrir Pathé. Si Pathé évoque le cinéma pour le grand public, les tenants et aboutissants de cette opération ne lui disent sans doute pas grand-chose, alors qu'ils ont pour résultat, entre autres, que Vivendi s'implante un peu plus dans le cinéma, la télévision et la pres-

Vivendi a des intérêts majeurs dans la distribution d'eau, on le sait. Mais ce groupe, qui comme tous les autres du même genre entretient le flou et l'opacité sur ses activités et les milliards qu'il brasse, est également bien implanté dans le traitement des déchets et les centrales électriques, en France et à l'étranger, dans la téléphonie (Cégétel) ainsi que dans l'édition et les médias.

Via sa filiale Havas, il a la haute main sur les rentrées publicitaires d'une bonne partie de la grande presse. A quoi s'ajoute le fait qu'il possède L'Express, Le Point, La Vie Française, Courrier International et connues mais fort rentables. N'oublions pas la télévision, avec Canal Plus, dont Vivendi est «actionnaire de référence », c'est-à-dire celui qui en dicte la politique.

En faisant main basse sur Pathé, ce géant des affaires a eu droit aux gros titres des journaux, les siens comme les autres. Et pour cause! Sous couvert d'une « vraie-fausse fusion », dit un quotidien, car il paraît qu'un rachat pur et simple de Pathé aurait été fiscalement onéreux, Vivendi a notablement accru son empire.

Il obtient ainsi un droit de regard sur le quotidien Libération, dont Pathé détient 64,10 % du capital, et récupère la chaîne payante Canal Satellite. Il accède au catalogue de films de Pathé et reprend la participation de ce dernier dans un autre géant, celui-ci de la télé-

vision payante britannique, BSkyB. Le but de l'opération serait d'amener le patron de BSkyB, le magnat de la presse anglo-saxonne Rupert Murdoch, à s'allier avec Canal Plus, tout en coupant la route à TF1-Bouygues ou Bolloré qui lorgnaient du même côté.

Vivendi a emporté le morceau et «pèse» désormais 280 milliards de francs. Mais cela n'a pas empêché Bolloré de gagner un milliard au passage, en achetant puis en revendant ses parts dans Pathé.

Ce que tous ces gens-là appellent, sans rire, la liberté de presse, est en fait celle d'acheter et de vendre des groupes de presse. Pour eux, c'est une bonne affaire, même si cela ne fait pas celle de l'information placée sous la dépendance, chaque jour plus étroite, des «faiseurs d'opinion» que sont les grands groupes capitalistes et leurs relais dans les rédactions.

A l'occasion du passage de Pathé dans l'orbite de Vivendi (qui, en ce moment, passe de pleines pages de publicité payante dans les journaux), peu de journalistes ont d'ailleurs eu le une série de publications moins mauvais goût de rappeler les raisons du récent changement de nom de la CGE en Vivendi. Sans doute parce qu'il doit beaucoup à une série d'affaires de pots-de-vin versés par la CGE à des hommes politiques français pour obtenir des marchés de fourniture d'eau, ce qui avait fini par faire mauvais genre.

> La CGE a donc préféré prendre une sorte de pseudonyme, histoire de brouiller les pistes vis-à-vis du grand public. Pour ce qui est des journalistes censés informer ledit public, elle avait moins de précautions à prendre car le souci d'enquêter de nombre d'entre eux s'arrête là où commence leur respect pour les puissants et leur situation de plume soumise à qui les paye: ils ne prendraient jamais le risque de critiquer leur employeur direct ou indirect

Pierre LAFFITTE

Qu'en jolis mots ces choses-là sont dites...

Alors que toute la presse titrait, un accord avec Vivendi ce qui lui pertels Les Echos, «Le groupe Vivendi absorbe Pathé », le 8 juin, le journal Libération, contrôlé par Pathé, s'est évertué à tourner un petit article gêné sur ce sujet.

Intitulé « *Une clarification pour* Libération», il explique que «Jérome Seydoux (patron de Pathé) a trouvé met de retrouver une totale liberté d'action avec le cinéma, les chaînes thématiques et Libération».

En somme, en passant sous la coupe de Vivendi, Pathé assurerait encore plus de liberté à ses salariésjournalistes. C'est l'un d'entre eux qui vous le dit...

QUAND LES PROFITS DECOLLENT COMME DES FUSEES

Pour son entrée en Bourse, ronautique civile et militaire. l'action du groupe Matra-Aérospatiale a gagné 16,4% en un seul jour. C'est «un très large succès » a commenté le ministre de l'Économie et des Finances, Strauss-Kahn, qui est aussi le parrain de cette opération.

C'est en effet le gouvernement qui a poussé à la fusion de Matra (groupe privé appartenant à Lagardère) et de la société publique Aérospatiale. Pour cela, il a privatisé cette dernière (l'État n'y détient plus que 47,7% des actions). Au passage, l'État a également joué le rôle d'entremetteur dans une prise de participation de Matra au capital de Dassault, ce qui a permis à ce dernier d'avoir aussi sa part dans la très profitable création d'un groupe qui devient le n°2 européen et le n°5 mondial de l'aé-

Matra-Aérospatiale, c'est en effet des missiles, des hélicoptères, des fusées (telle Ariane), des avions (37,9 % d'Airbus), des systèmes d'armement et de télécommunications. C'est surtout un carnet de commandes de 232 milliards de francs, disait la publicité pour le lancement du nouveau groupe, alors que le gouvernement a évalué le montant de cette privatisation à... 52 milliards de francs seulement.

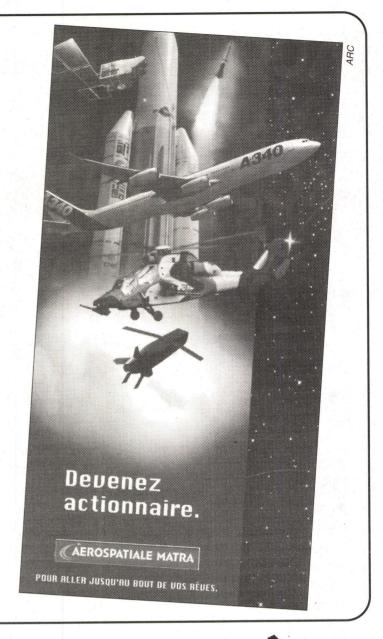
Pas étonnant que le cours de l'action du nouveau groupe ait aussitôt flambé, et dans la foulée celui du groupe Lagardère! C'était tellement sous-estimé que, au printemps dernier, des économistes ayant collaboré au projet de fusion avaient protesté dans la presse. L'un d'eux avait écrit que Lagardère a

« décidé de payer le prix le plus bas possible pour se payer Aérospatiale et l'État n'a pu qu'accepter».

«L'État n'a pu qu'accepter»... parce que ce gouvernement n'a rien à refuser au grand capital, comme en témoigne le fait qu'en deux ans, il a plus privatisé que Juppé et Balladur réunis qui, pourtant, ne lui ménageaient déjà pas leur soutien sonnant et trébuchant.

Alors, ce «très large succès», comme dit le «socialiste» Strauss-Kahn, l'est d'abord pour Lagardère et Dassault, des chiraquiens bon teint mais qui sont d'abord et avant tout des capitalistes devant lesquels le gouvernement de la «gauche plurielle» est au garde-à-vous.

P.L.



À Tours:

«Patron des patrons» et maire PS:

UNE CONVIVIALITE **TOUCHANTE**

Le 2 juin, le président du le remercier tout sourire pour MEDEF, Seillière, a pris le son «intervention très posipetit-déjeuner avec des chefs tive » : «Loin de Paris, la d'entreprises et des élus relation entre partenaires locaux à l'invitation du quotidien régional de Tours La Nouvelle République.

Ce journal rapportait le lendemain dans ses colonnes: «Le temps fort du petit-déjeuner aura sans doute été l'échange très consensuel avec le maire socialiste de Tours, Jean Germain. "Vous ne prêchez pas dans le désert", a lancé ce dernier. "Vous arrivez à convaincre d'un certain nombre de choses, notamment de la nécessaire limitation des prélèvements fiscaux"».

Et le patron des patrons de

locaux est beaucoup plus réaliste » a-t-il ajouté. Entre ces deux-là, le message passe cinq sur cinq!

La ville de Tours n'a d'ailleurs pas hésité à sub-Bouygues ventionner Télécom pour son installation à Tours, tout comme l'ont fait le Conseil général (de droite) et le Conseil régional (de gauche).

Quand il s'agit d'arroser les maires de tous les bords le grand patronat avec les fonds publics, tout ce beau monde se retrouve. Alors, pourquoi pas devant un bol de café avec le patron des patrons?

CES GENS-LA

A la fin du mois de mai dernier, Michel Giraud, ancien ministre du Travail et ancien président du Conseil régional d'Ile-de-France, a été condamné à 800 000 francs de dommages et intérêts devant être versés à la région llede-France pour «prise illégale d'intérêts ». Il était en effet poursuivi pour avoir mis à son service personnel, dans son château de Morsang-sur-Seine, deux employés salariés sur le budget régional.

Michel Giraud a immédiatement décidé de faire appel et a adressé une lettre circulaire à tous les élus actuels de la région Ile-de-France, qu'il veut absolument convaincre de sa bonne foi... avec des arguments qui ne manquent pas de sel.

Tout serait la faute de la décentralisation. En effet, écrit-il, «le 15 avril 1982, date du transfert de l'Exécutif du préfet au président, plutôt que de revendiquer la mise à disposition de la résidence de Noirmoutiers ou de toute autre, plutôt que de négocier l'acquisition de l'Hôtel de Clermont, très proche du siège du Conseil régional [...], j'ai choisi la modestie dans ma requête des movens de fonction: un pied-aterre de 70 m² à proximité de la Région; deux agents, mis à ma disposition personnelle (logés par mes soins). » Il faut être très ingrat pour y trouver à redire, plaide en substance Giraud, puisque lui n'a demandé et obtenu pour son service personnel qu'un «pied-à-terre et deux agents, prélevés sur la douzaine dont bénéficiait le préfet». Et qu'est-ce que cette garçonnière de 70 m2, à côté des demeures dont dispose le président de la région Picardie (« en sus d'un studio de fonction, la région Picardie a mis à disposition de son président, dans un petit hôtel particulier, des locaux de réception... ») ou celui de la Haute-Normandie («... un appartement de fonction... d'une surface d'environ 300 m², au 3e étage de

l'Hôtel de Région... L'entretien de cet appartement est assuré par l'entreprise de nettoyage qui a en charge l'entretien de l'ensemble du bâtiment administratif...»)?

Comment peut-on également lui reprocher d'avoir fait payer par la Région le personnel employé dans son château de Morsang-sur-Seine, puisque celui-ci n'était en quelque sorte qu'un simple outil de travail. Michel Giraud l'explique, d'ailleurs, en toute simplicité: «Ce ne sont pas, comme le prétend l'accusation, « quelque cinq ou six réceptions » qui ont été organisées à Morsang; ce sont, en sus des deux ou trois grandes réceptions annuelles - en particulier, celle de tous les cadres de l'administration et du Cabinet et celle des principaux partenaires économiques-quinze à vingt dîners de relations publiques chaque année et un nombre très important de séminaires de réflexion, de réunions de travail ou de négociation qui s'y sont tenues. >>

Ces réunions de travail «si nombreuses» ont laissé des souvenirs émus dans la mémoire de bon nombre de leurs participants, élus, patrons, hauts fonctionnaires, journalistes, etc., participants que fait témoigner Giraud et dont l'un s'exclame «de toute évidence, Morsang n'était pas seulement une résidence privée mais très largement aussi un lieu d'accueil et de travail prolongeant les espaces bien insuffisants de la rue Barbet-de-Jouy»,

siège du Conseil régional à Paris. Les «dîners de négociation successifs » étaient autrement efficaces au Château! La preuve? « Comment aurait-on travaillé des soirées entières avec les dirigeants de Disney, de Motorola ou de Lotus notamment, si tu n'avais pu leur offrir un accueil plus chaleureux et personnel que le hall du rez-dechaussée du Conseil régional?» s'exclame un homme d'affaires assidu de ces soirées. Dans sa «chaleureuse demeure», Giraud avait visiblement des talents pour jouer les entremetteurs entre les patrons, se souvient l'un d'eux avec enthousiasme. Jean Lavigne, président de Motorola, évoquant «l'excellent souvenir» que lui a laissé un dîner, témoigne ainsi en faveur de Michel Giraud: «Avec le recul du temps, je peux mesurer l'importance que cette soirée a eue, non seulement pour le choix de la France concernant l'installation sur le Plateau de Saclay de notre centre de recherches, mais également en ce qui concerne les relations établies entre France Télécom et notre société.»

En somme, pourquoi chercher querelle à un homme qui a si bien fait son métier? Pour tous ces genslà, hauts fonctionnaires, dignitaires de l'appareil d'État, capitalistes, banquiers, comme pour tous ceux qui gravitent autour d'eux, il n'y a rien que de tout à fait normal dans les façons de faire de Giraud. A croire qu'ils font tous pareil.

Ex-Yougoslavie

Entre guerre ouverte et paix armée,

DES GRANDES MANŒUVRES DONT SEULS LES PEUPLES PAIENT LE PRIX

Depuis l'acceptation explicite par Milosevic des « principes généraux » du « plan de paix du G8 », acceptation entérinée ensuite par un vote du Parlement de Serbie, les dirigeants occidentaux ne se sont pas privés de se féliciter de leur « victoire » sur le régime de Belgrade.

Drôle de victoire, qui dans l'immédiat ne met pas même fin aux opérations militaires. Alors que le Conseil de sécurité de l'ONU s'apprêtait à voter la résolution du G8 sur la fin de la guerre, et alors que les pourparlers continuaient entre généraux occidentaux et militaires serbes, les bombardements de l'OTAN continuaient sur la Serbie; comme pour montrer que jusqu'au bout, celle-ci tenait à faire étalage de sa force.

Cette partie de bras de fer n'est peut-être pas terminée et le processus peut connaître encore des rebon-

L'OTAN semblait avoir obtenu ce qu'elle peut présenter comme une capitulation de Milosevic (sur le dos des peuples, il est vrai, mais cela ne compte pas dans les calculs des stratèges militaires et politiques des puissances impérialistes. Ou, si cela compte, c'est à titre d'avertissement à l'adresse de tous les peuples). L'OTAN voulait avant tout faire une démonstration éclatante de la loi du plus fort, c'était le principal objectif de son action. Il faut croire qu'elle n'est pas encore satis-

Car, en face, Milosevic et les siens recourent à des manoeuvres de retardement pour essayer de ne pas apparaître comme capitulant.

Pour cela, gagner du temps constitue une arme : la reddition pure et simple claironnée par l'OTAN s'est muée, un temps, en pourparlers laborieux, voire en

négociation. Et, sur le plan politique intérieur serbe, négociation n'est pas capitulation.

Déjà, les médias contrôlés par Belgrade ont presque présenté l'accord de Milosevic sur le plan du « G8 » comme une victoire... serbe, en tout cas pas une défaite : le plan reconnaît le maintien du Kosovo dans le cadre de la République Fédérale de Yougoslavie (RFY) en réaffirmant la souveraineté et l'intégrité territoriale de celle-ci, rejetant toute indépendance du Kosovo; il place la fin de la guerre sous la tutelle de l'ONU; il prévoit que « certaines forces serbes » pourront rester ou retourner au Kosovo.

Et, face aux ultra-nationalistes de la « Grande Serbie » qui critiquent, avec prudence d'ailleurs, l'acceptation du « plan de paix », Milosevic fait évidemment feu de tout bois pour retarder le processus afin de montrer qu'il n'est pas battu et à genoux. Il y va de l'avenir de son pouvoir. D'autant que les ultranationalistes de Seselj trouvent une bonne part de leur appui au sein de l'armée et des forces paramilitaires serbes, qui n'apprécient sûrement pas de se voir dicter par l'OTAN les conditions de leur départ du

La diplomatie russe veut marauer des points

En l'occurrence, les intérêts politiques de Milosevic et des chefs de son armée se conjuguent avec ceux de la diplomatie russe.

Aux sommets de Bruxelles, Bonn, Washington, la valse des émissaires russes n'a qu'une raison d'être : montrer que les Occidentaux doivent compter avec la Russie, que celle-ci peut bloquer le processus de « sortie de crise ». La démonstration est à usage de politique interne à la Russie mais aussi à usage international, les diplomates russes tenant à pouvoir faire état de concessions de la part des Occidentaux.

Et, sur ce point, le calendrier quel doit être le préalable : l'arrêt des bombardements, ou une résolution de l'ONU? - revêt bien entendu une certaine importance. On voit actuellement les diplomates rechercher un compromis en essayant de faire plus ou moins coïncider les deux, afin de sauver la mise aux uns et aux autres.

Préparatifs pour un partage?

Mais il y a sans doute plus important. Sous la question du commandement de la force internationale destinée à entrer au Kosovo après le retrait des troupes serbes, qui se discute semble-t-il âprement, il y a celle des zones où se déploieront les différents contingents qui composeront cette force. Il semble acquis, pour ce qu'on en sait, qu'elle comprendra des troupes russes. Mais, celles-ci serontelles placées sous commandement de l'OTAN, ou bien une zone particulière leur sera-t-elle attribuée en propre? C'est évidemment ce que réclament Russes et Serbes. D'après les plans à l'étude (depuis déjà pas mal de temps), la zone en question correspondrait à celle que Milosevic et sa clique envisagent de conserver sous leur coupe en tout état de cause, sur le dos du Kosovo – zone qui comprend les monastères orthodoxes serbes (ce qui « justifierait » la présence de troupes serbes pour protéger les pèlerinages en ces « lieux sacrés du patrimoine historique serbe »...), et les mines (moins historiques, certes, mais sans doute aussi sacrées aux yeux de la clique Milosevic).

Bref, ce sont les contours d'une partition à venir, d'un dépecage du Kosovo, qui sont en train de se dessiner à la fois sur le terrain et dans les marchandages au sommet.

Peur d'un vide militaire

S'il y a, cependant, une chose commune à tous ces assassins, grands ou petits, c'est le consen-



un vide militaire s'installer dans la province kosovare après le retrait des troupes serbes, avec le risque peut-être que l'UCK en profite.

Il faut pour eux que la force internationale sur le pied de guerre en Macédoine y pénètre littéralement « sur leurs talons » – l'expression est du porte-parole de l'OTAN, Jamie Shea.

C'est aussi dans ce cadre que l'UCK tente de jouer actuellement sa carte, et que le même Jamie Shea a déclaré : « Nous voulons que l'UCK fasse preuve de retenue ». N'oublions pas que le « plan de paix » des Occidentaux prévoit, outre le maintien du Kosovo au sein de la RFY, la démilitarisation de l'UCK. Ce n'est pas l'organisation indépendantiste kosovare qui est prévue pour remplir le vide!

victoire militaire notable sur les Serbes à mettre à son actif, même si elle s'est renforcée avec les nouvelles recrues fournies par l'exode forcé de la population albanaise du Kosovo. Ne tenant pas à être, écartée des négociations sur l'avenir, elle semble mettre un peu son va-tout actuellement dans une recrudescence des affrontements aux frontières avec l'Albanie afin de se forcer un « corridor » vers l'intérieur du Kosovo.

Ce que sera l'attitude des dirigeants occidentaux vis-à-vis de l'UCK, l'avenir le dira. En tout cas, le respect des aspirations, des sentiments, des possibilités de vie future des peuples du Kosovo, du Monténégro et de la Serbie n'entre dans aucun de ces différents calculs.

Christiane LE GUERN

COMPLICITÉ BIEN COMPRISE

Parmi les différents médias qui ont manifesté leur empressement pour justifier la guerre menée par l'aviation de l'OTAN contre les peuples du Kosovo et de Serbie, on ne peut manquer de relever l'hebdomadaire L'Événement, qui ne s'est même pas gêné pour publier comme une enquête (29 avril) un dossier aimablement intitulé « Les complices français de Milosevic », dans lequel il fustigeait dans le même opprobre, en les mélangeant, toutes sortes de personnes et de

bombardements pour des raisons évidemment différentes, du Monde diplomatique à des gens d'extrême droite.

Coïncidence? Cet hebdomadaire appartient au groupe Matra-Hachette. La société Matra est une pourvoyeuse bien connue de bombes et diverses munitions utilisées par l'armée française... Mais n'allez surtout pas croire que cela joue un rôle quelconque dans les prises de positions guerrières de ces journalistes.

« On avait raison »... du plus fort MORTS ET CYNISME COMPRIS

Après plus de soixante-dix jours de bombardements de l'OTAN sur la Serbie et le Kosovo, et l'ouverture de négociations entre l'OTAN et le régime de Milosevic, certains n'ont pas manqué de se féliciter de ce « succès ».

A Cologne, lors du sommet européen, Chirac y est allé de sa énième allocution sur la question : « Je suis heureux de vous dire que le droit et la dignité humaine – ce pourquoi nous nous sommes battus - sont en passe de l'emporter ». Même son de cloche lors du débat Hollande-Sarkozy où, sur cela pas plus que sur le reste, on n'a vu de différence : pour l'un et l'autre, les grandes puissances ont eu raison d'avoir agi comme elles l'ont fait en Yougoslavie.

Le cynisme de nos gouvernants est sans bornes. Où est la dignité dans le traitement réservé à près d'un million d'Albanais du Kosovo que les bombardements de l'OTAN ont aidé Milosevic à chasser de chez eux et qui s'entassent maintenant dans des camps de réfugiés ?

Où est le « droit », quand la déclaration des Etats du G7 et de la Russie, qui doit servir de base aux pourparlers avec le régime serbe, ne fait pas plus mention que précédent accord Rambouillet du droit des Kosovars à se séparer, s'ils le souhaitent, de la Yougoslavie?

« On a eu raison », répètent les dirigeants occidentaux. Ce qui signifie raison de bombarder les civils yougoslaves, de détruire les infrastructures de tout un pays, ce qui n'a pas peu contribué à museler toute opposition à Milosevic, alors que les chefs de gouvernement occidentaux juraient, la main sur le cœur, vouloir favoriser les forces opposées à Milosevic en

grand jamais, ne faire la guerre au peuple serbe...

Derrière l'hypocrisie des déclarations destinées à justifier une guerre à laquelle les populations occidentales devenaient de plus en plus hostiles, on voit bien ce qu'il en est. A peine le Tribunal pénal international de La Haye venait-il d'accuser Milosevic de crimes contre l'humanité que, venu négocier sur place, le président de l'Union européenne le rencontrait et lui serrait la main devant les caméras. Les dirigeants occidentaux n'ont pas de raison de jouer les dégoûtés : des dictateurs, ils en reçoivent et en soutiennent bien d'autres. Et eux-mêmes, ou leurs prédécesseurs, ont souvent autant de sang sur les mains, celui des peuples coloniaux ou du Tiers Monde, qu'un Milosevic.

Mais il a suffi de quelques jours pour que leur « condamnation » apparaisse pour ce qu'elle est : elle ne les engage en rien car, comme le déclarait sans gêne le dernier ambassadeur américain en Serbie dans les colonnes du Monde, « si

Yougoslavie même et, jamais, au on veut traiter avec la Serbie, il l'Occident à remporter les marchés faut traiter avec lui », Milosevic. Et tant pis pour ceux qui auraient pris pour argent comptant les déclarations des patrons de ce monsieur, prétendant qu'ils intervenaient pour faire tomber Milosevic et en débarrasser le peuple serbe.

Quant aux réfugiés kosovars et aux pays qui ont été forcés de les héberger, les grandes puissances n'en ont que faire. A ce stade, ils ne leur servent même plus de prétexte humanitaire à une intervention militaire. Les Etats occidentaux savent bien que l'accueil des réfugiés est d'un poids intolérable pour l'Albanie, la Macédoine, le Monténégro, pays les plus pauvres de ce continent, que la guerre a mis à genoux leur économie, mais ce sont des « dommages collatéraux », comme diraient les généraux de l'OTAN.

Avec Milosevic, en tout cas pour l'instant, les grandes puissances essayent de trouver un accord. Elles se sont même dites prêtes à « aider » la Serbie à se relever de ses ruines - en fait à aider les Bouygues, Alcatel de tout d'une reconstruction que le peuple serbe n'a pas fini de payer. Mais l'Albanie, la Macédoine, le Monténégro n'auront même pas cette chance, si l'on peut dire, ils sont trop pauvres pour représenter un marché solvable. Ils seront donc abandonnés à leur sort. Tout comme les Kosovars qui ne voudront ou ne pourront pas rentrer chez eux, malgré la présence de la KFOR, cette force d'interposition si semblable à sa sœur de Bosnie, la SFOR, qui n'a empêché ni les massacres de se poursuivre ni la partition ethnique d'être peaufinée sous son aile, par tous les dirigeants nationalistes de Bosnie.

Mais « on a eu raison », continueront de dire, imperturbablement, ceux qui, à la tête des Etats occidentaux, ont contribué à enfoncer les peuples de cette région d'Europe dans la misère et, probablement, à apporter de l'eau au moulin de ceux qui, démagogues de tout poil, tenteront de détourner leur désespoir dans un sens nationaliste, gros de nouveaux conflits.

LES MAITRES DES « PURIFICATEL ETHNIQUES »

Milosevic, ce n'est pas l'as- janvier dernier d'avoir réduit pect « épuration ethnique » la proportion de Serbes en qui dérangeait ou dérange Croatie de 12 % en 1991 à 2 les dirigeants impérialistes. ou 3 % aujourd'hui... Ne lui ont-ils pas laissé assez les mains libres pour la pratiquer en Croatie, en Bosnie et y compris au Kosovo? N'ont-ils pas laissé les mains libres à son compère de Croatie, Franjo Tudjman, pour pratiquer lui aussi son « épuration ethnique », cette fois aux dépens de la population serbe, en Krajina et en Slavonie, même si c'était à une moins vaste échelle? Cela n'a pas empêché les dirigeants occidentaux de considérer comme persona grata, et pas du tout comme rappeler en particulier les

Dans la politique de Tudjman qui s'est vanté en

dans les dirigeants de l'impérialisme des défenseurs de peuples menacés de déportation, il faut plus que de la complaisance : de la complicité, ne serait-elle qu'intellectuelle.

Car, pour s'en tenir à l'Europe, les grandes puissances ont manifesté une tendance fréquente à régler les problèmes des droits nationaux des peuples par les méthodes de l'homogénéisation ethnique. On peut un criminel de guerre, ce transferts forcés de popula-

à quelle échelle, à l'issue de régler le problème posé par Staline. la dernière guerre impéria- la coexistence des commu-Mais en vérité, pour voir liste mondiale. Entre 1945 et nautés germanique et Pologne, baptisée parfois le 1948, dans le cadre de l'application des accords de Yalta et de Potsdam, plus de 11 millions d'Allemands furent expulsés des divers pays de l'Europe centrale où ils vivaient depuis fort long-

Juillet 1995, à Srebrenica en Bosnie: expulsion massive de la population musulmane par les Serbes.

> Trois millions et demi d'Allemands furent expulsés de la région des Sudètes par le gouvernement mis en place en Tchécoslovaquie, et au nom de la « purification du sol national » – terminologie de l'époque. Ce qui a permis à des historiens par

tchèque en Bohême...

En Pologne, Hitler avait apporté son abominable « solution finale » au sort de plusieurs millions de Juifs polonais. Les Alliés victorieux décidèrent, d'accord avec Staline, de déplacer le pays carrément de 200 km vers l'ouest. Et c'est ainsi que, en novembre 1945, leur plan de « transfert » consista à expulser trois millions et demi d'Allemands de la nouvelle Pologne vers l'Allemagne.

A l'est, cinq millions

tions que les dirigeants la suite d'écrire que ce pro- d'Ukrainiens, Biélorusses, impérialistes ont eux-mêmes cédé expéditif présentait Lituaniens, tombèrent pour programmés et organisés, et l'« immense avantage » de leur part dans le butin de

Et c'est ainsi que la « pays à roulettes », est devenue ethniquement « homogène »...

On peut facilement se représenter dans quelles conditions terribles ces déportations se déroulèrent.

Aujourd'hui, ce sont les mots de « purification ethnique » qui gênent les dirigeants occidentaux, plus que la chose elle-même. Ils sont en tout cas bien mal placés pour donner des leçons à leurs émules actuels.

C. L. G.



Belgique

L'AFFAIRE DES POULETS... ET LE MÉPRIS INTERNATIONAL POUR LE CONSOMMATEUR

l'inquiétude, la dénonciation puis l'embargo sur les produits agricoles belges. Des poulets, premiers incriminés, on est passé aux œufs, aux lapins, poissons, moutons, porcs, bovins, puis à tous les produits dérivés, margarines, pâtes alimentaires, charcuteries, laits, beurres, gâteaux, crèmes, glaces, etc. Et la suspicion s'est étendue aux élevages et aux industries alimentaires d'autres pays, dont la France.

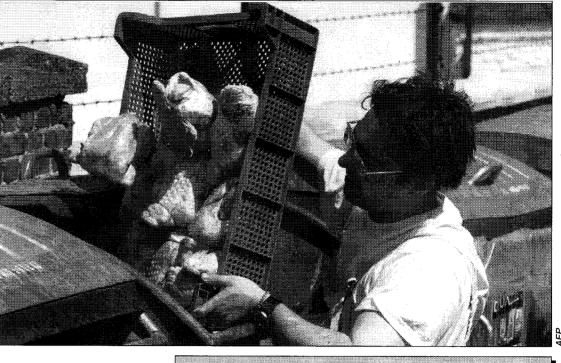
A l'origine de toute l'affaire, quelques dizaines de tonnes de graisse animale contaminée par de la dioxine, graisse fournie par une firme belge à ses clients, fabricants d'aliments pour bétail. Or la dioxine est un produit cancérigène, même à faibles doses. On se souvient qu'en juillet 1976, une fuite accidentelle de dioxine dans une usine chimique de Seveso, près de Milan, avait intoxiqué plus ou moins gravement près de 40 000 personnes, et directement tué 4000 poulets.

C'est d'ailleurs une épidémie de morts subites chez les poulets belges, en janvier, qui a amené à constater dans leur chair des taux de dioxine 1500 fois supérieurs aux normes offi-

Depuis une semaine, c'est cielles. Les autorités sanitaires des divers pays européens ont été informées, mais n'ont rien dit ni fait... jusqu'à ce que le scandale éclate publiquement. Et maintenant ministres et commissaires européens s'accusent mutuellement de négligence, pour tenter chacun de dégager leur responsabilité.

> Mais ce dont les autorités et les médias parlent moins, c'est de la provenance de cette dioxine, qui n'est tout de même pas produite par les animaux belges. Ce poison est rejeté par les usines, en particulier par les usines de traitement et d'incinération des ordures. Ce rejet peut être dans l'air, ou même avoir lieu de façon encore plus directe, et la dioxine passe ensuite dans les végétaux, puis dans les animaux. Et comme ce poison a la particularité de se concentrer dans les graisses animales, et que ces graisses entrent dans la composition des aliments composés pour le bétail, on le retrouve encore plus puissamment concentré dans la viande et les produits dérivés des grands élevages. C'est en somme un cadeau de l'industrie chimique à l'agriculture industrielle.

Comme l'affaire de la vache folle qui a éclaté il y a trois ans,



comme l'affaire de la viande bovine aux hormones de croissance, cette affaire des poulets à la dioxine montre la totale et criminelle négligence des industriels et des autorités qui sont à leur service. Une fois de plus, on tente de nous faire croire que la France n'est pas touchée, ou si peu. Une fois de plus, des mesures de protection vont être prises à grand bruit, et plus ou moins appliquées, pendant un certain temps... jusqu'à la prochaine affaire.

Car le danger restera. Il réside en effet dans la course au profit, seul moteur de ceux qui dirigent la production, y compris alimentaire, et dans l'absence de contrôle de la population sur les décideurs industriels, administratifs et politiques de tous niveaux... Les poulets n'ont pas le moyen de dire leur mot, mais les consommateurs, la population, elle, a les moyens de le faire. Dans ce domaine comme dans tous les autres, il est urgent de mettre le nez dans les affaires de ces affairistes.

Vincent GELAS

Le profit avant la santé

En marge de l'affaire des poulets contaminés par de la dioxine, un industriel français vient se faire épingler pour avoir écoulé, via des réseaux de grandes surfaces et avant que l'alerte ne soit donnée, 17 tonnes de cuisses de poulets importées de Belgique mais étiquetées comme des produits d'origine française.

Le patron de cette entreprise du Morbihan, filiale de Unicopa, un des plus grands groupes de ce secteur et qui commercialise entre autres des poulets sous la marque Tante Lucie (Pic pic) et de la charcuterie sous la marque Brocéliande, s'est défendu en invoquant «une erreur de manipulation» lors du conditionnement. Il a également prétendu que l'importation de produits étrangers répondait à une situation exceptionnelle.

Il n'en demeure pas moins que ces produits, dont le caractère inoffensif pour les consommateurs reste à démontrer, ont bel et bien été commercialisés sous une appellation frauduleuse. Et pour un industriel pris sur le fait, combien d'autres passent au travers des contrôles administratifs? Combien d'industriels sans scrupules ont commercialisé des poulets, des porcs ou des carcasses de vaches suspects en trafiquant les documents d'origine ou les emballages? Car dans cette société, la soif de profit passe avant le respect de la santé publique.

Aujourd'hui, pour essayer de rassurer les consommateurs, les pouvoirs publics disent vouloir renforcer la «traçabilité» des produits alimentaires. Mais rien ne remplacera la levée du secret commercial et le contrôle que pourraient exercer les travailleurs et les consommateurs eux-mêmes, en mettant leur nez dans les livres de comptes et les registres commerciaux des industriels de l'agro-alimentaire comme dans ceux des grands circuits de la distribution.

R. M.

Plan de restructuration chez Sabca LE GROS GIBIER PATRONAL AUSSI FAIT DES DÉGÂTS

En Belgique, la direction de la SABCA (Société Anonyme Belge de Construction Aéronautique) a fait connaître son plan de restructuration à la fin février : 248 emplois seraient supprimés à très court terme, 75 par licenciements secs, les autres par départs en préretraite à 55 ans.

Ces dernières semaines, les travailleurs ont commencé à réagir; il y a eu des assemblées générales presque quotidiennement alors qu'il n'y avait plus eu de grèves massives depuis longtemps. Il faut dire que la SABCA est une grosse entreprise de 1500 travailleurs (500 à Gosselies-Charleroi et 100 à HaerenBruxelles), dont Dassault détient 52% du capital (43% restant au Hollandais Stork). Elle travaille pour le secteur aéronautique – civil et militaire – et spatial – fabrication de pièces pour Ariane.

L'an dernier, l'entreprise a fait 140 millions de francs belges de profits et dispose d'une réserve (fonds propres) de 1,7 milliard de francs belges. Les travailleurs ont déjà fait quatre journées de grève à Gosselies et trois à Bruxelles. Plusieurs arrêts de travail ont déjà eu lieu. En outre, les travailleurs s'attendent à un second plan de restructuration pour 2001, il n'y a donc pas de limite à la course au profit pour le patron.

Les travailleurs de la SABCA sont confrontés au même problème que ceux de Renault-Vilvoorde il y a 2 ans: une entreprise qui fait des bénéfices importants et qui restructure sur le dos des salariés.

Et même si des négociations aboutissent à ce que ceux qui partent le fassent dans des conditions pas trop dramatiques (92 % du salaire pour les préretraités), la direction, elle, vise un accord global sur tous les points. Bien sûr, les travailleurs veulent que les pré retraités partent dans de bonnes conditions, mais ils veulent aussi que ceux qui restent n'aient pas à supporter des baisses salariales ni une augmentation des heures de travail non rémunérées : le patron propose de réduire les salaires de 7,5 % et de revenir à la semaine de 40 heures, soit de faire travailler trois heures gratuitement!

Le patron a dû reculer l'application de son plan au 1er octobre et il aurait retiré aussi 42 personnes de la liste des licenciés. C'est déjà une petité victoire. Il nous reste donc quatre mois. Mais les directions syndicales, tant CSC (chrétiens) que FGTB (socialistes), trop engluées dans la concertation sociale, ne font rien pour organiser efficacement la lutte: maintenant que les négociations ont repris, nous n'avons plus aucune information et les assemblées générales sont suspendues. Pendant un certain temps, sous la pression des travailleurs, les syndicats avaient été obligés d'organiser des assemblées générales quotidiennes. Les ouvriers comme les employés ont constaté à plusieurs reprises l'insuffisance de la réponse syndicale aux attaques patronales. Pour mieux se défendre contre les plans de restructuration, les travailleurs de la SABCA auront besoin de diriger eux-mêmes leur mouvement.

Martine Aubry annonce la couleur:

LES 35 HEURES SERONT PAYEES 35

Une des clauses les plus alambiquées du futur projet de loi sur les trente-cinq heures est en train de refaire surface à l'occasion de la préparation de ce qu'on appelle la deuxième loi Aubry, bien à tort. En effet la «première» loi n'avait de loi que le nom puisqu'elle n'imposait aucune contrainte aux patrons, mais simplement des mesures financières incitatives.

Cette clause est celle qui prévoit un SMIC à deux vitesses : un SMIC horaire, inchangé, et un SMIC men-

suel, qui ne serait plus le résultat de re, et d'un autre côté la part comla multiplication du SMIC horaire par la durée légale du travail.

Dans ses dernières déclarations. Martine Aubry explique que les salariés à plein temps payés au SMIC continueront à toucher le même salaire mensuel qu'auparavant même si les horaires passent de 39 à 35 heures. Elle n'envisage donc pas, pour l'instant, de baisser le SMIC mensuel. Mais le calcul de ce salaire distinguera d'un côté la part correspondant à 35 fois le SMIC horaiplémentaire. La première évoluera avec le SMIC horaire, le complément, lui, évoluera avec la hausse des prix (en clair, il sera bloqué).

Toutes ces mesures compliquées visent à montrer aux patrons que le passage aux 35 heures ne leur coûtera rien, bien au contraire, et qu'ils pourront même diminuer les salaires en diminuant le temps de travail. Cela n'empêche pas la ministre de continuer en même temps à essayer de faire croire aux salariés que sa loi des 35 heures est un progrès social, et que leur salaire ne baissera pas!

En fait le SMIC à deux vitesses est prévu pour que les 35 heures soient payées 35 et non 39. Si pour ceux qui sont actuellement salariés à plein temps et payés au SMIC mensuel, le gouvernement fait une exception, il entend bien qu'à terme, et peut-être même immédiatement pour les nouveaux embauchés, le salaire corresponde bien à trentecinq heures. La compensation qu'il concède aux smicards actuels est bloquée, momentanée, et vouée à se réduire comme peau de chagrin, sinon à disparaître. Les nouveaux salariés embauchés, eux, seront payés sur la base de trente-cinq heures, point final. Si bien que dans le cas où ils travailleraient réellement 35 heures, c'est à dire sans heures supplémentaires, le SMIC mensuel réel serait bien amputé de 4 heures!

Voilà quelles mesures scandaleuses prévoit le gouvernement!

R. P.

L'HUMA ET LE REFERENDUM LA SNCF SUR LES 35 H

«La CFDT et surtout la CGT ont réussi un pari audacieux : celui de la démocratie directe». C'est en ces termes que L'humanité a commenté le référendum organisé à la SNCF par les deux syndicats à propos de l'accord sur les 35 heures. Cette consultation, à laquelle moins de la moitié des cheminots ont participé, aurait, selon L'Huma, permis «aux salariés d'investir le projet 35 heures. Et de les faire passer ainsi du stade de spectateur à celui, plus appréciable, d'acteur». Voilà qui devrait, selon le journal, «servir d'exemple: pour les autres entreprises publiques et, pourquoi pas, pour le privé».

Rappelons que la consultation portait sur le projet de réduction du temps de travail de la direction qui est une attaque en règle contre les conditions de vie et de travail des cheminots. Plus de flexibilité, plus d'heures supplémentaires, l'embauche de titulaires à temps partiel et donc aussi à salaire partiel, le tout avec un nombre d'embauches qui, même s'il se réalise, sera très loin des besoins. Ce projet a reçu le soutien des confédérations des syndicats majoritaires à la SNCF, la CFDT et surtout la CGT qui s'en sont faits les propagandistes, affirmant haut et fort que c'était un bon projet. Leur campagne a continué même quand une minorité de cheminots est partie en grève, ayant pris conscience de ce qu'était réellement cet accord. On vit alors ces mêmes confédérations aux côtés de la direction, s'employer à dénigrer le mouvement, le présentant de façon mensongère comme un mouvement purement corporatiste. L'intox est venue de tous les côtés, médias, gouvernement, et même le PCF à l'instar de Robert Hue ou de Gayssot déclarant en pleine grève: «Si j'étais cheminot, je ne me mettrais pas en grève».

Et c'est dans un tel contexte de campagne visant à faire taire ceux qui protestaient contre le projet qu'a été organisée cette mascarade appelée référendum où l'on prétendait consulter les cheminots. Il ne faut vraiment pas manquer de malhonnêteté pour y voir une quelconque expression de démocratie directe. Cette opération a été avant tout une grossière tentative pour légitimer l'attitude de la CGT et de la CFDT qui ont signé un accord qu'ils savent néfaste pour les travailleurs.

Que cela plaise à L'Huma n'est pas étonnant, vu les positions du PCF pendant la grève. Mais l'opération n'a guère trompé la majorité des cheminots et de ce point de vue, c'est en partie un échec. Bien que les confédérations aient mis tout leur poids dans la balance, malgré tous les moyens apportés par la direction, moins de la moitié des cheminots ont voté, et sur ce nombre, 61 % seulement ont voté pour. C'est-à-dire qu'à peine un cheminot sur trois a approuvé l'accord explicitement.

Par ailleurs, d'un point de vue plus général, les syndicats se forgent là des armes pour se faire battre. Un patron, public ou privé, peut fort bien se servir de tels référendums, si le rapport de forces lui est favorable, pour passer par-dessus la signature syndicale, au nom de «la démocratie nouvelle» tant prisée par L'Huma.

La démocratie réelle, c'est celle qui s'affirme quand les travailleurs entrent en lutte pour défendre leurs intérêts, quand ils se donnent les moyens de juger de la réalité des propositions des uns et des autres. Et cette démocratie n'a rien à voir avec le genre de manipulation mise en avant par ceux «qui n'auraient pas fait grève».

P.B.

SNCF Saint-Lazare (Paris)

UNE CONSULTATION TRÈS... LARGE

La région Saint-Lazare est un exemple de ce que valait la démocratie de ce référendum sur la signature de l'accord sur les 35 heures à la SNCF.

La région compte entre 5 000 et 7 000 personnes. Mais il s'agissait d'un bureau de vote centralisateur, y compris pour les votants des directions centrales. Nous ne pouvions donc pas distinguer et savoir ce que faitement en mesure de renvoyer les cheminots votaient puisqu'au total, cela faisait 13 000 inscrits dans ce bureau de vote qui a reçu plus de 5 000 enveloppes. Par ailleurs, nous avons appris que certains contractuels, qui avaient travaillé au cours de l'été 1998 mais n'étaient plus à la SNCF, avaient reçu le matériel de vote et étaient donc par-

leur enveloppe...

Dans ces conditions, il n'est guère étonnant que bien des militants CGT sollicités pour assister au dépouillement n'aient pas voulu y aller, laissant au secrétaire régional de la CGT la responsabilité de contresigner le résultat de cette consultation... très particulière.

La grève dans les musées nationaux

EMPLOIS PRÉCAIRES: L'ÉTAT SUR LA SELLETTE

de grève qui ont paralysé la plupart 500 autres salariés précaires mais des musées et des monuments « non permanents », contraints nationaux, la grève opposant les jusque-là au chômage après chaque salariés au ministère de la Culture a été suspendue.

Les grévistes auraient obtenu un plan de résorption de la précarité avec l'intégration progressive de 2000 salariés embauchés sous statut précaire, soit 11% de l'effectif global de cette administra-

Après presque trois semaines tion, et la promesse de réemploi de période de dix mois d'activité

> Tous les problèmes ne sont sûrement pas réglés, en particulier celui du manque d'effectifs, mais cette grève aura au moins permis d'étaler au grand jour les pratiques scandaleuses de l'État qui n'hésite pas, comme n'importe quel patron du

privé, à multiplier les embauches au rabais – actuellement, au Louvre, les agents à statut précaire représentent près du quart des effectifs et à maintenir des milliers de salariés dans la précarité dans un secteur qui relève de sa seule autorité.

Quant à la gauche plurielle, qui avait promis de lutter contre le chômage et la précarité, elle ne fait pas mieux que les gouvernements qui l'ont précédée. Le seul langage qu'elle comprend et qui peut l'obliger à respecter ses engagements, c'est celui de la grève!

R.M.

CANTINES SCOLAIRES ET PRÉCARITÉ

durant l'année scolaire 1997-1998, dans trois départements, le Val-de-Marne, le Doubs et l'Hérault, sur la fréquentation des restaurants scolaires par les collégiens et les lycéens met en lumière une situation révoltante : quatre élèves sur dix ne mangent jamais à la cantine et ces jeunes, pour la plupart, appartiennent à des familles connaissant soit la précarité, soit le chômage, ou en tout cas dont les revenus sont insuffisants et bien souvent le logement exigu.

Quoi d'étonnant, alors que près de trois millions d'adultes sont sans travail et cinq millions dans la précarité, que des dizaines de milliers d'enfants et de jeunes en subissent les

Une enquête menée, effets, même si, dans la plupart des établissements, des aides sont fournies... mais qui, manifestement, sont loin d'être suffisantes.

Qu'une partie des jeunes ne puissent bénéficier d'une alimentation variée et équilibrée, cela a pour conséquence un autre aspect rappelé par cette même étude: «22, 4% des élèves ont des poids trop élevés; plus de deux fois plus d'élèves que dans la population nationale ont un excès de poids». Une fois sur deux, il s'agit d'une véritable obésité, «l'existence de liens classiquement connus entre obésité et précarité a été vérifiée». La France se classe dans les pays riches. Mais riche pour qui?

A. R.

LES POULETS CORSES À LA DIÈTE

Il y a de la grogne dans les rangs des gendarmes et des policiers. En effet l'administration a pris en charge les frais d'avocat de l'ex-préfet Bonnet, et pas ceux de ses subordonnés et complices présumés dans l'affaire de la paillote d'Ajaccio. Les autorités expliquent que les gendarmes incendiaires n'étaient pas en service lors des activités qui leur sont reprochées, et que le directeur de cabinet de Bonnet a reconnu sa participation à l'affaire. L'ex-

préfet, lui, aurait eu la prudence... de ne pas enfreindre la loi en dehors de ses horaires de travail!

Face à cette inégalité de traitement, policiers et gendarmes de base estiment que l'État défend ses hauts cadres et laisse tomber les lampistes. Derrière les subtilités d'ordre juridique, cette explication a le mérite de la simplicité... et de la vraisemblance.

Mines de Potasse d'Alsace

LES MINEURS VOTENT LE RENFORCEMENT DE LEUR MOUVEMENT

Les mineurs des Potasses d'Alsace vont entrer dans leur septième semaine de grève tournante avec occupation de la filiale des MDPA, Stocamine.

La semaine passée, la direction accordait que les économies de structure prévues par la fermeture progressive des mines, soit 70 millions, seraient reversées intégralement aux salariés. Le plus juste aurait été de diviser cette somme par le nombre de mineurs en activité pour que la répartition soit équitable. La direction a préféré jouer la division. Elle a ainsi accordé 21 000 F aux mineurs «reconvertibles», qui resteraient à la mine jusqu'en 2004, date de fermeture des mines, c'est-à-dire aux mineurs qui devraient retrouver un travail après 2004. Cette somme devrait s'ajouter aux 600 000 F environ obtenus précédemment par ces mineurs pour la perte de leur statut et notamment de la retraite à 50

La direction accorde également une prime qui varie de 50 000 F à 200 000 F, suivant les cas, à ceux qui partent en préretraite à l'âge de 45 ans, cela jusqu'à l'âge de 50 ans. Les mineurs qui seraient reconvertis dans la fonction publique auraient une période de trois mois où ils pourraient être repris par les mines au cas où il y aurait problème sur leur nouveau poste. Jusquelà, seuls les mineurs reconvertis dans le privé bénéficiaient d'une clause de reprise par les mines jusqu'en 2004, en cas de licenciement dans leur nouvelle entreprise. Enfin, la direction des mines parle de transfert collectif de mineurs dans la fonction publique, sans perte des avantages miniers, alors que jusque-là les transferts se faisaient individuellement avec perte du statut de mineur. Mais sur ce dernier point, rien n'a encore été décidé fermement. Et le reste ne concerne qu'une partie des mineurs. Pour les autres il n'y a pour le moment rien de plus.

Ces concessions, qui s'ajoutent à celles obtenues dans les luttes précédentes, ne sont pas négligeables mais sont encore loin de la garantie de l'emploi, du salaire ou de la retraite au niveau «minier» que réclament les mineurs et dont ils chiffrent le coût à environ 500 millions.

Ceci dit, ce résultat est jugé positif par les mineurs car depuis 1997, après la dernière lutte sur les conditions de fermeture des mines,

la direction avait affirmé qu'elle ne donnerait plus rien. Et une grande partie des syndicats, qui avaient signé à l'époque un accord entérinant cela, disaient en conséquence que ce mouvement irait dans le mur. C'est pourquoi ce résultat est mis par les mineurs au crédit du comité de Berrwiller, comité de 28 mineurs élus par leurs camarades qui depuis novembre 1998 a multiplié les initiatives et les actions, finissant par entraîner depuis un mois et demi l'intersyndicale, à contrecœur ou sans grand enthousiasme, dans la lutte.

Des l'annonce de l'ouverture de négociations, la CFDT disait qu'il fallait rendre la politesse à la direction et lever l'occupation de l'entreprise Stocamine que les mineurs occupent depuis 6 semaines. L'intersyndicale proposait dans la foulée un vote le lundi 7 juin, de tous, mélangeant grévistes et non-grévistes, ouvriers et cadres, sur trois bulletins. Le premier, « pour l'intensification de l'action et la continuation de l'occupation de Stocamine», le deuxième «pour l'action et la levée de l'occupation de Stocamine» et le troisième « pour l'arrêt de l'action». Aucun syndicat ne prenait ouvertement position mais les arrière-pensées des uns et des autres étaient claires, le bulletin intermédiaire pouvant être associé à l'une ou l'autre des deux positions «pour le renforcement» ou « pour l'arrêt ». Le comité de Berrwiller, lui, appelait à continuer l'action, à l'intensifier et à séparer les votes de l'encadrement de ceux des ouvriers, faute de quoi il boycotterait le vote.

Finalement la séparation du vote par collège fut retenue, et 47 % des mineurs (57% à Berrwiller), collège ouvrier, se prononçaient

pour l'intensification de l'action en continuant l'occupation, 21 % (19% à Berrwiller) pour la continuation de l'action mais en arrêtant l'occupation. Au total donc, 68% votaient pour la continuation de l'action (76% à Berrwiller). Du coup l'intersyndicale, surprise et qui espérait d'autres chiffres, ajournait sa réunion prévue le soir même du vote pour la repousser au lendemain soir.

En attendant, les mineurs les plus décidés, heureux du résultat, parlaient d'intensifier les actions qu'ils avaient commencées la semaine passée en direction des autres travailleurs de la région, en distribuant des tracts et en prenant la parole dans les cantines ou devant les entreprises, et où ils avaient été particulièrement bien accueillis.

Correspondant LO

Snecma - Corbeil (Essone)

LES 35 HEURES, UNE ESCROQUERIE

Les 35 heures sont à l'ordre du jour à la Snecma et, comme partout, la direction essaye d'utiliser la loi pour aggraver nos conditions de travail, accroître l'exploitation et instaurer la flexibilité. Dans sa proposition, la direction générale calcule la réduction du temps de travail sur l'année et explique que le passage de l'usine aux 35 heures signifierait 18 jours de congés supplémentaires pour les salariés. Ôr, là réside la principale escroquerie.

Dans son calcul, la direction en effet englobe tout simplement sept jours qui font partie des acquis (ancienneté, ponts, etc.) et en accorde donc au mieux seulement onze. Mais sur ces onze jours, trois sont à la disposition des salariés et huit sont définis en fonction des besoins de la hiérarchie, par secteur. En clair, la direction décide quand nous pourrons prendre les jours de congés qu'elle nous accorde.

Là-dessus, la direction pro-

samedi, sur la base du volontariat, dit-elle, alors que jusqu'à maintenant les seuls samedis travaillés étaient en heures supplémentaires, et souhaite mettre en place une équipe du lundi au vendredi et une autre du mardi au samedi. Avec cette proposition, la direction enfonce le clou de la dérèglementation. Ce qui au départ est sur la base du volontariat peut demain se transformer très vite en situation définitive. Il y a fort longtemps que le travail de nuit et en équipes a commencé sur la base du volontariat. Avec cette dernière proposition, la direction entend calculer les heures supplémentaires à l'année et imposer ainsi un horaire variable d'une semaine à l'autre, en fonction des besoins de la production et du bon vouloir de la hiérarchie, à tous les salariés du groupe ou

Ces 35 heures sauce patronale, personne n'en veut à Corbeil ni dans le reste du groupe. Telle est la raison du mécontentement qui s'accroît et des débrayages qui regroupent

pose aux équipes de travailler le chaque fois plus de monde, notamment au centre de Corbeil, ces deux derniers mois. Le dernier en date, mercredi 2 juin, a réuni près de 900 travailleurs (en comptant les débrayages successifs des équipes et de la normale). A plusieurs centaines, nous sommes allés occuper la francilienne, entraînant même certaines organisations syndicales qui avaient freiné des quatre fers.

En fait, nous sommes de plus en plus nombreux à refuser catégoriquement ce que propose la direction et à revendiquer les 34 heures hebdomadaires sans perte de pouvoir d'achat et l'embauche de 1350 emplois dans l'ensemble du groupe, pour compenser les départs en préretraite et les besoins créés par la réduction du temps de travail. Et nous sommes nombreux à avoir décidé d'aller le lui dire en manifestation, au siège du groupe, à Paris, mercredi 9 juin.

Correspondant L.O.

LU - Evry (Essone)

LES 35 HEURES COMMENCENT À FAIRE DES ÉTINCELLES

Comme partout ailleurs, les patrons de LU (et de Danone) se servent de la loi sur les 35 heures pour tenter d'aménager les horaires de travail à leur guise avec des journées à rallonge, des temps de pause supprimés et des samedis travaillés. Le genre de biscuit qui a du mal à passer auprès des travailleurs.

Lundi 31 mai, les 9 usines de LU ont été entièrement paralysées par des débrayages massifs: à Calais, La Haye-Fouassière (Nantes), Champagnac (Angoulème), Jussy (Saint-Quentin) et Château-Thierry, Besançon, Cestas (Bordeaux), Charleville et bien sûr Evry. Ce premier débrayage pour dire non au projet de la direction a donné l'envie à beaucoup d'entre nous de continuer les jours suivants, mardi et mercredi.

Un CE doit se tenir le jeudi 10 juin et de nouvelles actions sont prévues. La direction comme les dirigeants syndicaux qui seraient tentés de signer sont donc prévenus: la flexibilité, on n'en veut pas!



Mort d'un agent et deux jours de grève dans le métro parisien

LE MANQUE DE MOYENS DES TRANSPORTS PUBLICS

Suite à la mort de l'agent RATP Eric Douet lors d'une opération de saisie de marchandises de vendeurs à la sauvette à la station Barbès du métro, l'émotion suscitée parmi les travailleurs du métro et des bus a donc entraîné l'arrêt immédiat des transports parisiens les mercredi 2 et jeudi 3 juin.

Cette émotion s'explique largement, même s'il s'est avéré par la suite que l'agent était mort d'une rupture d'anévrisme, et n'avait pas subi de violence. Dans le métro parisien, la RATP a fait face à l'extension relative du réseau de ces dernières décennies à effectifs constants. Elle a organisé la désertification des stations. La montée des actes de violence a aggravé les difficultés des transports.

L'arrêt total des métros et des bus, les 2 et 3 juin, a été à la mesure de la tension qui règne parmi les personnels.

On a vu à cette occasion la direction de la RATP tenter de canaliser l'émotion de tous, avec l'accord des syndicats et du ministère des Transports. C'est pourtant elle qui est responsable de la situation de ces transports, une situation qui pèse sur les travailleurs de la RATP et sur les usagers.

S'il est pourtant un domaine où l'on pourrait augmenter en masse les effectifs, c'est bien celui des transports. Cela diminuerait d'autant le chômage et rendrait plus humain l'ensemble d'un réseau souterrain et aérien. où les travailleurs de la RATP, et même les usagers, passent une grande partie de leur vie.

Dans le métro

C'est sur la ligne 4, Porte de Clignancourt-Porte d'Orléans, que travaillait Eric Douet, l'agentstation décédé.

Le mardi 1er juin, les premiers débravages de soutien ont commencé vers 18 heures, quand les agents ont eu connaissance du drame de notre camarade. Le lendemain mercredi, la grève a été totale pratiquement dès le matin et s'est étendue à tout le réseau bus, métro et RER. Le jeudi, de nombreuses assemblées générales de grévistes ont eu lieu pour examiner les résultats d'une table ronde tenue dans la nuit entre direction, syndicats et ministre des Transports.

Les seuls engagements pris



par la direction consistaient en n'était pas nécessaire de contides promesses de réunions pour nuer plus longtemps la grève. Le plus, d'emplois-jeunes en plus, et toujours les mêmes mesures déjà promises aux agents des bus lors des derniers mouvements de 1998, c'est-à-dire l'installation de cabines anti-agression, de caméras, etc.

La direction s'engageait à aider la famille de la victime et particulièrement ses enfants. A cet effet, elle indiquait sans vergogne qu'un fonds serait créé, mais alimenté par les retenues de salaires des grévistes! Elle alimenterait ce fonds seulement si nécessaire.

Sauf l'aide à la famille qui avait été demandée par les grévistes, ces mesures étaient sans intérêt pour les agents. Mais un certain nombre pensaient qu'il

examiner la situation, en une pro- syndicat autonome, assez impormesse de 80 agents de police en tant au métro, était lui aussi pour la reprise du travail. Celle-ci fut donc votée pour le jour même, le jeudi, ou pour le lendemain selon les assemblées.

> La direction a préféré organiser elle-même des arrêts de trafic le lundi 7 juin, jour de l'enterrement de notre camarade. Ce jourlà, elle faisait fermer tous les réseaux de 13h30 à 16h30. De leur côté, les syndicats organisaient une marche silencieuse de Bastille à Gare de Lyon où se trouve le siège de la direction. Aucun slogan ni aucun badge syndical n'était admis. Cette marche a rassemblé près de 10000 agents.

> A la RATP, les réactions après les agressions sont bien souvent fortes et unanimes. Cette fois-ci,

le drame a soulevé une émotion bien plus forte encore, à la mesure de la tension qui règne parmi le personnel.

Dans les bus, le ras-le-bol des conditions de travail

Sur les bus, nous avons débrayé massivement les 2 et 3

C'est le mercredi matin 2 juin que les machinistes ont appris qu'un agent de la ligne 4 du métro était dans le coma ou décédé, selon les sources d'information. Dans certains dépôts, comme celui des Lilas, nous étions déjà fortement émus à la nouvelle d'une agression survenue la veille, particulièrement grave: un machiniste du dépôt de Thiais avait été aspergé d'essence par un usager qui avait tenté ensuite de mettre le feu. Mais dans la plupart des dépôts, c'est en voyant les lignes de métro se fermer que les machinistes ont compris qu'il se passait quelque chose de grave. Les militants syndicaux ont alors décidé de tenir des assemblées avec les machinistes qui finissaient leur service et ceux qui avaient débrayé spontanément. Ces assemblées ont voté la grève et les machinistes sont allés faire débrayer ceux qui travaillaient encore. A midi, il n'y avait quasiment plus de bus sur le réseau.

Ce qui ressortait dans les assemblées, c'était le ras-le-bol dû à l'ensemble de nos conditions de travail: les effectifs insuffisants qui entraînent des services non couverts et des suppressions de service, la pénibilité du travail, les difficultés quotidiennes des relations avec les usagers (conséquence souvent du service dégradé, de l'attente trop longue), le

stress, les agressions.

Dans les dépôts de bus, ce n'était pas les circonstances précises de la mort de notre collègue qui étaient discutées ni la question des vendeurs à la sauvette. La question que la plupart des machinistes et des ouvriers mettaient en avant, était le manque d'effectifs, de moyens, les bricolages de la direction pour faire tourner les lignes quand des bus restent au dépôt faute d'avoir été réparés, ou parce qu'il n'y a pas assez de machinistes pour les conduire.

Les problèmes que nous posons depuis des années sur la dégradation de nos conditions de travail, la direction n'y répond pas: pas d'embauche massive dans les postes d'exploitation, et diminution des postes de maintenance, pas d'amélioration du service public. La direction laisse la situation se dégrader. De la même façon, le ministre des Transports n'a rien cédé sur notre demande de fond, celle des effectifs, et était pressé que nous reprenions le tra-

Alors, quand la direction ou le ministère se disent solidaires suite à la mort de notre collègue, nous ne pouvons pas les croire.

Ce sont les transports qu'il faut développer

La seule réponse que la RATP prétend apporter à la déshumanisation du réseau, c'est la création d'emplois de sécurité.

Elle fait faire à de nombreux agents des tâches de police qui n'ont rien à voir avec le travail de transport public.

Avec ce qu'elle appelle «les métiers de développement» des agents de station en particulier, la direction demande aux agents de verbaliser les vendeurs à la sauvette et de saisir la marchan-

Outre qu'on ne voit pas en quoi la présence de ces vendeurs serait vraiment un problème, ce n'est pas le travail d'agents des transports publics et ça ne fait que contribuer au développement de tensions contre l'ensemble du personnel de la RATP.

C'est pourtant dans ce genre de «métiers» que la direction crée le maximum d'emplois, alors qu'on en manque cruellement pour faire fonctionner correctement les réseaux.

Correspondant LO

LA DIRECTION ÉVACUE LE PROBLÈME

La direction du dépôt de bus de Fontenay-aux-Roses demande à des agents inaptes à la conduite d'aller sur la ligne 4 du métro pour, dit-elle, «faire évacuer les personnes qui stationnent trop longtemps sur les quais»!

Virer ceux qui attendent longtemps les métros et les bus, 25 minutes aux heures archi-creuses, virer ceux qui attendent à cause des carences du service public?

Virer les personnes à la rue qui se réchauffent où ils peuvent? En tout cas, à Fontenay, personne n'a accepté d'aller faire ce

Bosch - ELM Leblanc

Drancy (Seine-Saint-Denis)

CONTRE LES LICENCIEMENTS, LES TRAVAILLEURS D'ELM S'ADRESSENT AUX AUTRES TRAVAILLEURS DU GROUPE

A ELM-Leblanc, la riposte continue contre le plan de licenciements concernant 367 salariés, le tiers de l'effectif total de cette entreprise de chaudières murales à gaz rachetée par le groupe Bosch en 1996. On n'avait jamais vu une telle mobilisation à ELM, même en 1993, lors du dernier plan de licenciements. Après la manifestation que nous avions faite à l'autre usine du groupe Bosch la plus proche d'ELM et dans les rues de Drancy (voir Lutte Ouvrière du 4 juin), il avait été décidé de se rendre au siège social du groupe Bosch en France, situé également en Seine-Saint-Denis, à Saint-Ouen.

Près de 250 travailleurs prirent donc les cars jeudi matin 3 juin après la pause, pour se rendre à Saint-Ouen. Ils trouvèrent les grilles du siège fermées et la direction avait mobilisé les gardiens pour nous empêcher d'entrer, comme nous l'avions fait la semaine précédente dans l'autre usine Bosch.

Qu'à cela ne tienne, pour faire pression sur la direction du groupe, nous avons décidé de bloquer la circulation sur le bou-

levard, devant le siège, une sortie de Paris très passante à cette heure-là. Et comme c'était de plus le jour de la grève des bus et des métros, il y avait de forts embouteillages auxquels notre blocage ne faisait qu'ajouter, pendant que nous distribuions des tracts aux passants et aux conducteurs.

Après une heure d'une telle manifestation, la direction a fini par nous laisser pénétrer dans l'usine, où une délégation de syndicalistes a été reçue par la direction du personnel. De cette entrevue d'une demi-heure il ne sortit rien, le chef du personnel se disant incompétent face au problème des licenciements à ELM. Mais pendant ce temps les ouvriers d'ELM installés dans la cour de l'usine purent discuter des problèmes des licenciements, ainsi que des conditions de travail, avec les employés du siège.

Beaucoup d'entre nous furent surpris de constater qu'au siège social il y avait aussi de nombreux problèmes pour les salariés, que l'on nous fait souvent passer à tort pour des privilégiés. Puis une délégation se rendit à la cantine du personnel pour distribuer notre tract et

faire un discours. Celui-ci fut fortement applaudi par les employés.

Cette nouvelle manifestation a donc été aussi une réussite et a permis de populariser notre lutte au sein du groupe Bosch.

Le lundi 7 juin la direction d'ELM, qui ne manque pas de culot, avait convoqué les délégués syndicaux pour un nouveau round des négociations sur les 35 heures: elle escomptait, en plus des licenciements, toucher les primes Aubry pour « sauvetage d'emplois » et imposer de pires conditions de travail à ceux qui resteront à l'usine. La position des syndicats de l'usine, CGT, FO, CFDT et CFTC, a été unanime : ils ont ensemble refusé d'aller négocier l'aménagement du temps de travail alors que la direction prévoit de mettre à la porte un tiers de l'usine, en réaffirmant que pour eux la réduction du temps de travail devrait au contraire permettre de créer des emplois. Une attitude unanime qui ne peut que nous renforcer face à la direction.

Ce n'est qu'un début, demain on continue!

Correspondant LO



Renault - Flins (Yvelines)

LES INTÉRIMAIRES **EN ONT ASSEZ**

nuit du vendredi 4 au samedi 5 juin, une quinzaine de travailleurs intérimaires du Ferrage se sont mis en grève pendant trois heures.

La direction venait d'interrompre leur contrat de travail, alors que tout le monde supposait que celui-ci serait prolongé jusqu'à l'été, des bruits, qui plus est, ayant circulé dans ce sens.

D'autre part, un doute inquiétant planait sur le paiement d'une grosse prime de congés aux intérimaires, dont les payes sont constamment inférieures, pour un poste donné, à celles des travailleurs Renault, déjà pas miro-

Au-delà de ces raisons bien cernées, le ras-le-bol est évident quant à la façon dont Renault considère les travailleurs intérimaires - ras-

A Renault-Flins dans la le-bol que tout le monde ressent, embauchés comme temporaires. Nos camarades sont la plupart du temps sur les postes les plus durs, obligés d'accepter toutes les conditions de travail, les horaires de nuit, etc, sous la menace constante du non-renouvellement de leur contrat.

> Pourtant les contrats précaires constituent une partie importante des effectifs de Flins: environ 1 500 en général sur 8000 au total, et rien ne pourrait se faire sans eux.

> Alors, même de nuit, le débrayage a été vu et entendu; les chefs étaient inquiets: on ne sait jamais, si ca faisait tache d'huile... Et c'est effectivement ce qui attend la direction, tôt ou tard, car le ras-le-bol ressenti par les camarades intérimaires est largement partagé.

> > **Correspondant LO**

Caisse Régionale du Crédit Agricole - Paris

LE MÉCONTENTEMENT EST LÀ

Mardi 1er juin, l'intersyndicale de la CADIF (Crédit Agricole d'Ile-de-France) avait appelé à la grève pour nos conditions de travail, la régularisation des CDD, cent embauches, une prime de 3000 F et l'installation de badgeuses dans les agences où les heures supplémentaires non comptabilisées, et non payées, sont fréquentes.

Résultat: sur un effectif de 3 000 personnes, il y avait mille grévistes et, au siège régional à Paris, nous nous sommes retrouvés à 500 environ à participer à l'assemblée générale à la cantine, le matin.

Cela faisait une éternité

qu'on n'avait pas vu un mouvement d'une telle ampleur à la CADIF, d'autant plus que le personnel des agences, disséminé, avait répondu massivement. Et cela a contribué à accroître notre détermination.

Lors de l'assemblée, il y avait une ambiance telle que les directions syndicales proposèrent à ceux qui le souhaiteraient de faire partie d'une délégation allant à la direction, mais en refusant que, comme cela fut proposé, nous y allions tous.

Comme on pouvait s'y attendre, le représentant de la direction refusa de recevoir d'autres personnes que les délégués, puis repoussa l'heure de réception d'une délégation légèrement élargie, pour, après des heures de discussion, ne céder

Quand environ deux cents grévistes, restés à attendre, apprirent le résultat des négociations, ils votèrent la continuation de la grève pour le lendemain.

Les directions syndicales, en pleine négociation avec la direction sur les 35 heures, et dont certaines brûlent visiblement d'envie de signer ce qu'elle a à proposer – c'est-à-dire, pas grand chose –, se seraient bien contentées de ce qu'elles consi-

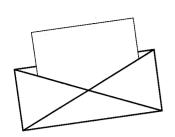
déraient comme un baroud d'honneur. Du coup, si la CGC se prononça contre la continuation de la grève, les autres dirigeants syndicaux mirent tout leur poids pour convaincre les présents qu'il aurait été prématuré de reconduire la grève, qu'il fallait mieux la préparer, notamment dans les agences. Et, en fin de compte, il fut proposé d'appeler à une nouvelle grève, une semaine plus tard, le 8 juin, échéance finalement repoussée au 10 juin.

Evidemment, ces manoeuvres dilatoires ne sont pas passées inaperçues. Des gens, qui faisaient grève pour la première fois

de leur vie, disaient ne pas comprendre, d'autres que les directions syndicales étaient incompétentes, se laissaient berner par la direction.

Toujours est-il que, dans les services et les agences, le mécontentement est là, et bien là. Et la direction aura bien du mal à nous convaincre qu'elle n'aurait pas les moyens de satisfaire nos revendications quand tout le monde sait que le groupe Crédit Agricole rachète le Crédit Lyonnais et a réalisé, de son propre aveu, un bénéfice record de 17 milliards de francs cette année.

Correspondant LO



ecteurs écrivent

Poste de la Rouvière (Marseille)

LE RAS-LE-BOL DES POSTIERS

À la poste de la Rouvière, un quartier de Marseille où se trouve une des plus grandes copropriétés d'Europe, nous avons fait grève lundi 31 mai et samedi 5 juin, et nous avons décidés de recommencer un samedi sur deux. Nous avons fait une pétition devant la porte auprès des usagers : il y a eu une personne contre notre grève, mais 500 ont signé la pétition. En effet, dans ce bureau nous étions douze en 1996. Nous ne sommes plus que dix et l'un de nous vient de partir car il a été muté. Le travail est tel que nous ne nous en sortons pas mais la direction refuse obstinément de remplacer ce départ.

Elle nous a annoncé du jour au lendemain que nous ne travaillerions plus en brigade mais en mixte. En brigade nous travaillons soit de 7h30 à 12h30, soit de 12h30 à 18h30 et un samedi matin sur deux. La direction voudrait nous faire travailler en mixte, c'est-à-dire de 8h à deux samedis sur trois tra-

Ce serait une détérioration du service rendu au public, puisque les personnes qui travaillent ne pourraient pas venir à la poste en semaine chercher leurs recommandés et leurs colis ou effectuer les opérations nécessaires. Ceux qui travaillent seraient donc obligés de prendre sur leurs week-ends pour tout cela. Actuellement nous sommes si peu nombreux que les files d'attente s'allongent jusqu'à l'extérieur du bureau.

Pour nous aussi ce serait un problème puisque nous nous sommes organisés, pour

les enfants en particulier, avec l'horaire des brigades. Nous sommes en majorité des femmes.

Et puis avec la réduction des effectifs nous ne pourrons pas faire le travail: nous n'y arrivons déjà qu'avec difficulté. Nous n'avons pas un instant pour souffler pendant toute notre vacation. Par exemple le matin, de 7h30 à 8h nous trions le courrier qui a été déposé dans les boîtes durant la nuit, et nous trouvons souvent les boîtes pleines à craquer. Après quoi nous faisons le travail, soit à l'arrière soit au guichet, et quand c'est fini, ou quand il y a un creux, nous enregistrons, nous classons ce qui est arrivé. Enfin, entre midi et 14h, nous trions ce qui a été déposé le matin, nous reclassons, comptons et enregistrons les recommandés, les non-distribués. Tout doit être prêt pour 14h, mais c'est long à faire.

Malgré cela la direction veut instaurer de nouveaux 12h et de 14h à 18h avec horaires avec fermeture à midi, alors que notre collègue n'a pas été remplacé, parce que, selon elle, nous n'aurions rien à faire entre midi et 2 heures.

Enfin, en limitant les heures d'ouverture, elle a tendance à restreindre le service public aux inactifs.

Avec sa réorganisation et sa prétention de rentabilité, la direction montre qu'elle se moque du service rendu à la clientèle. Elle ne raisonne plus qu'en termes de «rentabilité», et sa «rentabilité» tourne au gâchis du service public.

LA GUERRE **SOCIALE**

Lire

<u>Un journal « contre »</u>

La période historique 1906-1911

de l'hebdomadaire La Guerre sociale, écrits entre 1906 et. France à l'époque. 1911, nous livre une page d'his-

En décembre 1906, un enseignant socialiste de l'Yonne, Gustave Hervé, révoqué en 1901 pour insulte au drapeau français, condamné en 1903 pour avoir conseillé à des conscrits de mettre «crosse en l'air», fonde un hebdomadaire qui se veut «ni exclusivement socialiste, ni exclusivement libertaire», mais «organe de concentration révolutionnaire ». Autour d'Hervé se groupe une équipe éclectique.

Cette réédition des articles «l'estomac», et par la situation politique et sociale existant en

En ce début de siècle, le capitaine Dreyfus, injustement accusé et condamné pour espionnage au profit de l'Allemagne à la suite d'une campagne antisémite inouïe, avait été libéré et gracié depuis peu. Pour la gauche dreyfusarde, c'était la victoire. Des politiciens issus de son sein, tel Clemenceau, accédèrent aux affaires. Mais ils y menèrent la même politique que leurs prédécesseurs: dures répressions des grèves ouvrières et des manifestations des vignerons du II), «fusilleur de son peuple», «conquérant du Congo» et de surcroît mari volage et père indigne. L'article sur les retraites ouvrières par capitalisation ou par répartition est savoureux et d'une grande actualité.

Entre une CGT et un Parti Socialiste qui s'assagissaient, La Guerre sociale voulait maintenir bien haut le drapeau de la révolution. N'étant l'expression que d'un groupe journalistique, elle ne sut et ne put indiquer une voie révolutionnaire au mouvement ouvrier, mais seulement l'indigner... et l'amuser. Et malheureusement, en août 1914, La

Edition specials & cinq centimes GUSTAVE HERVÉ LE NORD BOUGE! Tiens bon, Cheminot, l'exploiteur mettra les pouces

On y trouve des syndicalistes anarchistes comme Pouget (Le Père Peinard), la féministe socialiste Madeleine Pelletier, première Française reçue docteur en médecine, qui, accusée d'organiser des avortements, mourut en 1939, internée en asile psychiatrique. Almareyda est également présent, pacifiste pendant la Première Guerre mondiale, incarcéré à Fresnes, retrouvé étranglé dans sa cellule et qui fut le père du cinéaste Jean Vigo. Vigné d'Octon fait aussi partie de l'équipe, radical-socialiste d'extrême gauche, député anticolonialiste véhément, qui dédia au ministre des Colonies d'alors son livre La gloire du sabre, dans lequel il dénonçait, entre autres, les méfaits et les crimes de la colonne Voulet-Chanoine. Partie du Soudan (le Mali actuel) pour le Tchad, cette colonne militaire pilla et massacra sur son passage bêtes et hommes, y compris les tirailleurs indociles.

Tous ces articles sont datés, A.I., Marseille | par le style d'abord, écrits à

Midi, expéditions coloniales de conquêtes et de rapines au Maroc, défense d'un ordre social et moral réactionnaire refusant aux femmes le droit de vote, le divorce et l'avortement et, dans les faits, l'accès aux études supérieures. Dans les rangs de tous ceux qui soutinrent le combat dreyfusard, et d'abord parmi les travailleurs, la déception était amère. Cela explique en partie le relatif succès de l'hebdomadaire La Guerre sociale qui se vendit jusqu'à 50000 exemplaires dans les années 1910.

Tout au long de ces articles, le lecteur passe en revue les problèmes politiques et les combats sociaux de cette époque. On peut y lire le récit au jour le jour de la grève des postiers de 1909, des fonctionnaires qui n'avaient pas le droit de grève! Clemenceau dut en convenir: «Ils étaient sortis de la légalité pour rentrer dans le droit!»

Autre fait relevé par l'hebdomadaire, la mort du roi des Belges, «Saligaud II» (Léopold

Guerre sociale devint La Victoire, sombrant avec son directeur Gustave Hervé dans le chauvinisme et le bellicisme. Le militant internationaliste Alfred Rosmer résuma ainsi: «L'hervéisme... malgré l'influence réelle qu'il exerça sur de bons militants ouvriers, ne provoqua qu'une effervescence superficielle et passagère. Démagogie et aventurisme. Il n'en restera rien. » Il était en cela d'accord avec Victor Serge qui écrivit dans ses Mémoires à propos de La Guerre sociale: «L'insurrectionnalisme de Gustave Hervé et de Miguel Almareyda tournait dans le vide, n'exprimant en somme au'un besoin de violence verbale et physique». Mais cette réédition n'en est pas moins un témoignage précieux sur l'époque.

Alain VALLER

La Guerre sociale, Un journal «contre», La période héroïque 1906-1911. Editions Les nuits rouges — 381 p. -

Afrique du Sud

Le 2 juin, avec plus de 66 % des suffrages, le **Congrès National** Africain de Nelson Mandela (ANC) a remporté un succès éclatant lors des deuxièmes élections multiraciales qu'a connues l'Afrique du Sud depuis l'abolition de l'apartheid en 1994, progressant de trois points par rapport à son score précédent.

En fait, dans l'état actuel des choses, il ne reste plus aucun parti capable de constituer une menace sérieuse pour l'ANC qui se retrouve seul à dépasser le seuil des 10 %. Son principal rival de 1994, le parti régnant du temps de l'apartheid, rebaptisé aujourd'hui « Nouveau Parti National », est tombé de 21 % des voix en 1994 à moins de 7% cette année, au profit du vieux parti libéral des classes moyennes anglophones, le Parti Démocratique, qui fait péniblement 9,5 % des voix. Le parti zoulou Inkatha se maintient, avec 8,6 % des voix, mais il recueille 90 % de son score dans la seule province du KwaZulu-Natal. En dehors de cela, aucun des 12 autres partis qui présentaient des listes sur le plan national ne réussit à atteindre le seuil des

Ainsi non seulement l'ANC renforce-t-il la majorité absolue des sièges qu'il détenait au sein du parlement national, mais il se trouve en position de partager le pouvoir dans les deux seules provinces qu'il ne contrôlait pas encore

Les exclus de l'aprèsapartheid

Pourtant ce succès réel de l'ANC dissimule une baisse importante de la participation électorale. Alors que la population a aug-

LA VICTOIRE ÉLECTORALE DE L'ANC

menté de 10 % environ depuis 1994, le nombre d'électeurs inscrits a diminué de 24 % et le nombre de suffrages exprimés de 18 %.

Même si l'on déduit l'émigration, surtout blanche et petite-bourgeoise, de ces dernières années, il reste six millions d'individus qui ont été de fait privés du droit de vote relativement à 1994. Car pour figurer sur les listes électorales il fallait d'abord obtenir des papiers d'identité d'un type nouveau. Or l'obtention de ces papiers était semée de multiples embûches pour tous ceux qui ne pouvaient justifier d'un emploi, d'un domicile ou à défaut de parents qui puissent répondre d'eux - c'està-dire pour les plus pauvres.

Un journal de Soweto, The Sowetan, a rapporté par exemple que dans les camps de squatters qui sont réapparus autour de Johannesburg, tout comme au temps de l'apartheid, à peine un quart de la population figurait sur les listes électorales. Dans la région pourtant plus prospère du Cap, la situation n'était guère différente puisqu'à peine la moitié des jeunes susceptibles de voter pour la première fois avaient leur carte d'électeur dans les townships les plus pauvres.

Quant aux bastions de la classe ouvrière des grandes entreprises, sans la campagne très active des syndicats alliés à l'ANC pour s'assurer que leurs membres étaient dotés de tous les papiers voulus le jour dit, ils auraient probablement connu eux aussi une baisse bien plus importante de participation.

Mais en dehors des embûches matérielles imposées aux plus pauvres qui voulaient voter, il peut y avoir eu aussi bien des raisons pour que ceux-ci n'aient pas vu d'enjeu dans ces élections.

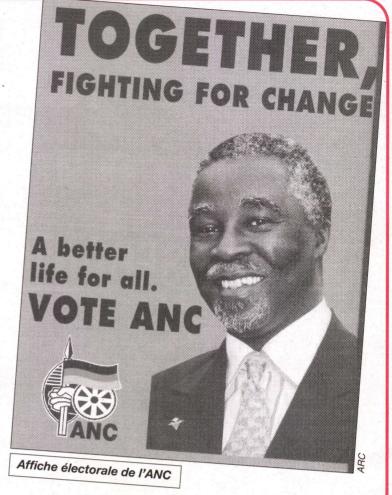
L'avenir selon l'ANC

Car, outre la politique passée de l'ANC, dont les promesses n'ont pas empêché la fraction la plus pauvre de la population de s'appauvrir encore plus, la politique qu'il s'apprête à mener et les hommes qui viendront au pouvoir pour la mettre en œuvre n'ont pas de quoi inspirer confiance.

On sait depuis longtemps que Nelson Mandela doit passer la main au vice-président Thabo Mbeki, à qui il prépare la place depuis plusieurs années.

Mais, à la différence de Mandela et des autres leaders du début des années 1990, Mbeki n'a été formé ni par la prison ni par la lutte clandestine. Toute sa carrière dans l'ANC, il l'a faite sur les bancs des universités anglaises et américaines puis dans le service « diplomatique » de l'ANC dont il a été le représentant officieux auprès de l'ONU pendant les dernières années de l'apartheid – les plus dures du point de vue de la répression en Afrique du Sud. Qui plus est, pour bien des militants syndicalistes ou de l'ANC, Mbeki fait figure d'opportuniste ou de renégat pour avoir renoncé à son appartenance au Parti Communiste en 1990, au moment où les pressions anticommunistes au sein de l'ANC étaient les plus fortes.

Le passé de Mbeki ne déterminera bien sûr pas sa politique à venir. Mais il en est représentatif. Car le futur président affiche volontiers ses sympathies pour la caste des petits bourgeois arrivistes noirs issus du courant nationaliste qu'il décrit comme l'illustration de ce qu'il appelle la « Renaissance Africaine » dans le pays. Tout



comme il ne cache pas sa sympathie pour les revendications du patronat sud-africain qui réclame à cor et à cri que l'on mette fin aux quelques améliorations aux conditions de travail apportées par le Code du travail adopté depuis 1994, et surtout que l'on limite le droit de grève, pourtant déjà très limité par des procédures de préavis et d'arbitrages obligatoires, voire qu'on l'interdise.

Et puis surtout, le gouvernement précédent a maintes fois affirmé qu'une fois passée la période électorale, il faudrait « se serrer la ceinture ». Sous prétexte de créer des emplois dont personne n'a jamais vu la couleur, on a comprimé de plus en plus les dépenses sociales depuis 1996. Mais, à ce jour, l'ANC n'a pas trop touché au vaste appareil de fonctionnaires d'Etat et municipaux hérité du temps de l'apartheid. C'est ce que

Mbeki aura pour tâche de faire, comme il l'a annoncé lui-même, dans les mois qui viennent, avec 50 000 à 100 000 suppressions d'emplois dans la fonction publique d'Etat seule.

Ces menaces ne sont sans doute pas nouvelles. Cela fait longtemps que les leaders de l'ANC y préparent la classe ouvrière. Les vastes mouvements de grève de l'année 1998 avaient fait reculer l'ANC et repoussé les échéances au-delà des élections. Il faut espérer que cette fois encore la classe ouvrière et la population sud-africaines trouveront les forces pour faire échec aux appétits de profit de leurs exploiteurs, mais aussi que sortira de leurs rangs un parti capable de faire ce que les nationalistes de l'ANC n'ont jamais fait, c'est-àdire représenter leurs intérêts de classe.

François ROULEAU

AU SOMMAIRE DE LA LUTTE DE CLASSE N° 43 (Mai-juin 1999)

- Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire dans la campagne des élections européennes
- L'ex-Yougoslavie livrée à la barbarie des nationalismes et du système impérialiste
- Grande-Bretagne : deux ans de « blairisme » : la facture pour la classe ouvrière
- Etats-Unis : vingt-cinq anside baisse du niveau de vie de la classe ouvrière
- Tribune de la minorité : les travailleurs peuvent prendre l'offensive et laisser les bureaucrates à quai. Qu'on se le dise

Prix: 10F - Envoi contre 12F en timbres

